

les 11 nouvelles

DU PRINTEMPS

Une publication
trimestrielle de la direction
générale de l'Agriculture,
des Ressources naturelles
et de l'Environnement
2^e trimestre 2009



Gestion

**Les dégâts de
la faune sauvage**
p. 4-5



Secteur bovin

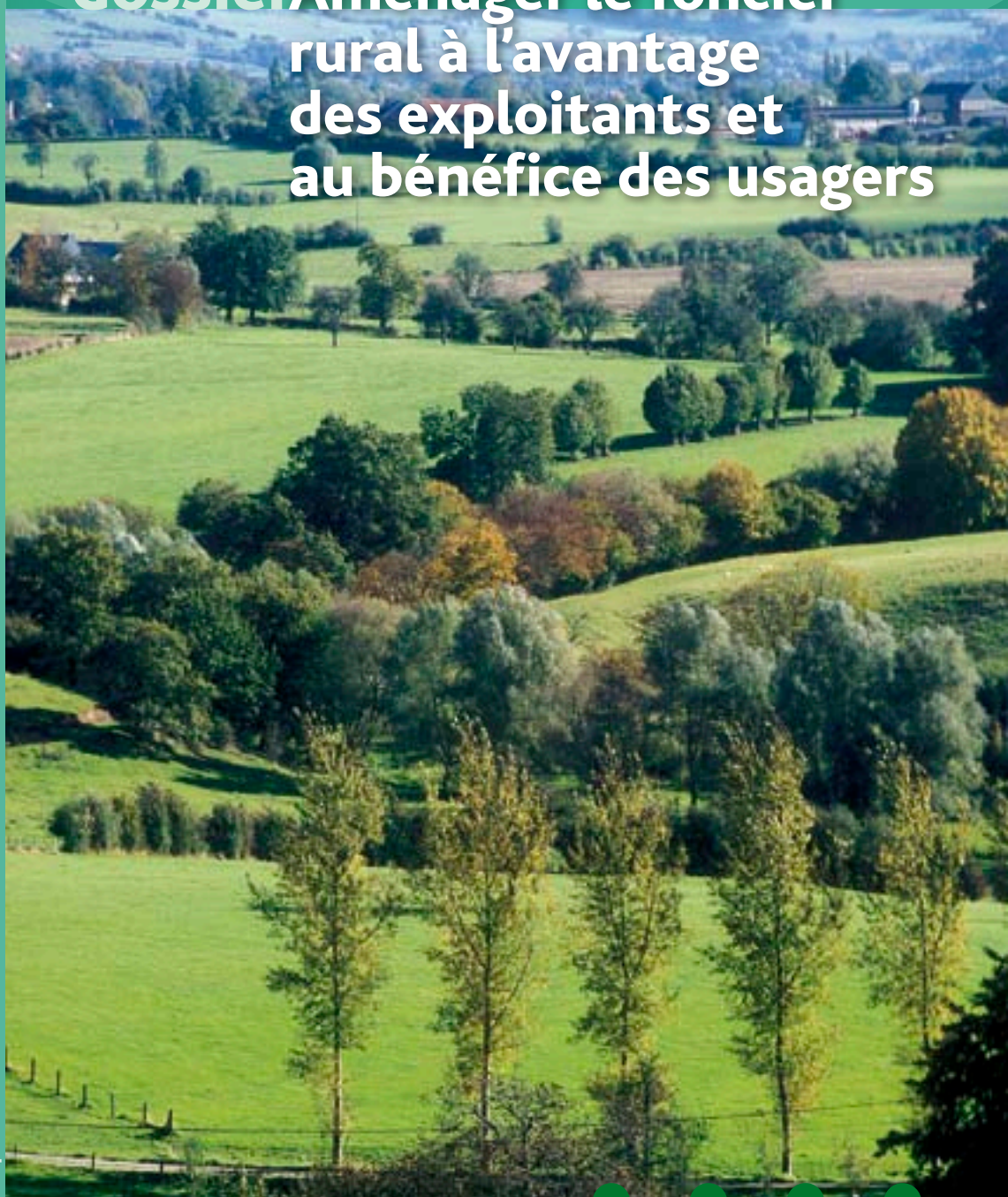
**Le paiement
du lait aux
producteurs**
p. 8-10



AgriNature

**Projet Life
Camps militaires**
p. 26-29

dossier Aménager le foncier rural à l'avantage des exploitants et au bénéfice des usagers



Service public de Wallonie
Direction générale de l'Agriculture,
des Ressources naturelles
et de l'Environnement

les nouvelles

NUMÉRO SPECIAL

Une publication
trimestrielle de la direction
générale de l'Agriculture,
des Ressources naturelles
et de l'Environnement

Version 2009

Cahier d'autotests de conditionnalité

Présentation

Cadre et
mode d'emploi
p. 5

Évaluation

Dix fiches
d'autotest
p. 7

Bilan

Résultats
et choix
p. 39



Service public de Wallonie

Bur. dep. Brux. X

<http://agriculture.wallonie.be>



M. Claude Delbeuck,

Directeur général de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement



SOMMAIRE

Gestion

Les dégâts de la faune sauvage p 4

Environnement

Le nouveau Code forestier p 6

Secteur bovin

Le paiement du lait aux producteurs p 8

Dossier

Aménager le foncier rural à l'avantage des exploitants et au bénéfice des usagers p 11

Secteur végétal

Juin 2009 et les produits phytopharmaceutiques p 24

Agrinature

Les agriculteurs et la Défense pour gérer la biodiversité des domaines militaires ! p 26

Secteur animal

Accroître la transparence du marché de la viande p 30

Ecovigilance

Contrat de Rivière Senne p 31

Recherche

Dosage des pepsinogènes A et C dans le sang pour diagnostiquer les verminoses gastro-intestinales chez le bovin p 32

APAQ-W

Le BBB vers l'Horeca p 34

Brèves du livre

p 35

En créant la DGARNE, la Région wallonne a administrativement lié le devenir de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement. Le sujet du dossier de ce numéro des *Nouvelles* est assez emblématique de ce cheminement, entamé de longue date. Appuyé sur les instruments légaux de l'ancien remembrement, l'aménagement foncier rural est aujourd'hui voué à des actions de gestion territoriale, gestion fondée sur les nécessaires études d'incidences (depuis le début des années '90, déjà) et menée en accord avec les autorités communales ainsi que le réseau associatif local (plusieurs PCDN¹ ont pu être ainsi mis en œuvre). Tourné d'abord vers une gestion plus réfléchie du territoire agricole, l'aménagement foncier rural s'investit grandement aussi dans la valorisation, la protection des atouts, du patrimoine, essentiellement naturel, des régions où il s'exerce.

Un parallélisme s'impose avec un autre sujet traité dans ces pages, celui du nouveau *Code forestier* et de la nouvelle gestion de la forêt wallonne désormais consacrée à trois fonctions : économique, écologique et sociale.

Sur la base de ces deux dynamiques et de leur association avec d'autres politiques menées par la DGARNE, en priorité avec la politique du développement rural (celui des communes et des *Plans communaux de Développement rural*), une coordination des moyens et des buts pourra conduire à l'émergence d'une réalité positive de la ruralité en Wallonie et à la reconnaissance de son rôle essentiel dans le développement de la Région wallonne.

Bonne lecture !

CLAUDE DELBEUCK,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

¹ PCND : *Plan communal de Développement de la nature*.



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT
Chaussée de Louvain, 14 B-5000 Namur • Tél. : 081 64 94 11
dga@mrw.wallonie.be • <http://agriculture.wallonie.be>

*Constat de dégâts
de sanglier en prairie
avec un expert.*



Photo : Jérôme Widar

Les dégâts de la faune sauvage en agriculture : comment se faire

A l'heure actuelle, parmi les espèces sauvages qui posent des problèmes en agriculture, on retrouve surtout des espèces grand gibier et des espèces protégées. Les premières, en particulier le sanglier et le cerf, se sont fortement développées ces trois dernières décennies. Le sanglier est l'animal le plus destructeur ; c'est dans les maïs, les prairies et les céréales qu'il est le plus actif. Quant au cerf, ses prélèvements interviennent essentiellement en prairies et en céréales.

Certaines espèces protégées ont également vu leurs effectifs se développer ces dernières années. C'est le cas du blaireau, qui est très friand de maïs.

Les dégâts de cette faune sauvage peuvent se présenter selon de multiples formes : production agricole mangée, versée, piétinée, sol foui, creusé, retourné, etc.

Aussi, l'agriculteur en subit bien malgré lui les conséquences : perte de rendement, synonyme de manque à gagner, surplus de travail pour la remise en état des parcelles

(par exemple la réparation des dégâts de sangliers en prairies), vitesse de travail plus lente, usure accélérée et risque de bris des machines, récolte d'une production agricole dépréciée, répercussion sur la production de lait et la santé des animaux, etc. Victime d'un dégât, il est en droit d'obtenir une indemnisation, sous certaines conditions.

Tout d'abord, il lui faut clairement identifier l'espèce responsable car son statut conditionne la procédure de réclamation. Dans une même parcelle, plusieurs espèces peuvent commettre des dégâts ; un maïs endommagé par le sanglier et le blaireau est un exemple classique.

En ce qui concerne les dégâts de certaines espèces animales protégées, à savoir le blaireau, le castor, le héron cendré et le grand cormoran, une indemnisation par la Région wallonne est prévue suivant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 1998. La demande d'indemnisation est à adresser à l'Ingénieur du département

de la Nature et des Forêts sur le territoire duquel a lieu le dommage. Elle comprend un formulaire de demande d'indemnisation¹ dûment complété et accompagné

- d'un extrait de carte topographique au 10.000^e ou au 25.000^e sur laquelle sont entourés d'un trait rouge les parcelles ou terrains concernés,

- d'un formulaire complété par la caisse d'assurance sociale attestant de la qualité d'exploitant agricole, forestier ou horticole ou de pisciculteur

- de toute autre information jugée utile.

Dans les sept jours ouvrables à dater de la réception de la demande, un expert est désigné. Il se rend sur les lieux en présence du demandeur. Dans un délai de trente jours ouvrables à compter de la réception de la demande, le demandeur est informé de la décision fixant, s'il y a lieu, le montant du préjudice.

L'indemnisation ne couvre pas les dommages dont le montant ne dépasserait pas 125 € par demande, de même qu'elle

¹ Document téléchargeable sur Internet à l'adresse <http://environnement.wallonie.be/forms/doc/137.doc> ou disponible auprès du DNF.

ne les couvre pas au-delà d'un montant de 12.500 € par demandeur et par année civile.

Pour les dégâts de grand gibier (chevreuil, daim, mouflon, et surtout sanglier et cerf), la loi du 14 juillet 1961 prévoit une indemnisation des agriculteurs victimes de dommages causés à leurs **champs, fruits et récoltes**, par le ou les titulaire(s) du droit de chasse sur les parcelles boisées d'où provient le gibier.

Le lésé doit prouver l'existence du dommage, que ce dernier a été causé par du

gros gibier et que celui-ci est sorti de telle ou telle parcelle boisée (traces de pas, coulées, etc.). Si la parcelle boisée n'est pas chassée, c'est son propriétaire qui est tenu pour responsable.

Un arrangement à l'amiable avec le ou les chasseurs ou propriétaires est bien évidemment la meilleure des solutions.

Si cela est impossible, une action peut être portée en justice auprès du juge de Paix du canton où les dégâts ont été constatés.

Jusqu'en 2006, une simple requête, verbale ou écrite, était suffisante pour lancer

la procédure judiciaire et organiser une visite des lieux avec le juge de Paix et un expert.

Depuis 2007, la jurisprudence a modifié la mise en route de l'expertise judiciaire. Le plaignant doit faire appel à un avocat qui lancera citation d'huissier auprès des chasseurs concernés. Le juge de Paix rend un premier jugement qui ordonne une visite des lieux dans les huit à dix jours. Cette modification entraîne un allongement des délais d'expertise judiciaire ; il faut en tenir compte car l'expertise doit toujours être réalisée dans les six mois du dommage et, pour ce qui concerne les cultures, avant l'enlèvement de la récolte.

Cette nouvelle procédure n'est pas appliquée par tous les juges de Paix qui acceptent encore parfois la simple requête.

Tous les frais de Justice seront avancés par le demandeur. Ils lui seront normalement remboursés après jugement.

JÉRÔME WIDAR ET PIERRE LUXEN,
ASBL FOURRAGES-MIEUX

indemniser ?



Dégâts de sanglier en maïs.



Photo : Pierre Taymans



Photo : Pierre Taymans



Photo : Charles Vierset

Convention « gagnages – dégâts de gibier »

Région wallonne

Fourrages-Mieux asbl

1, rue du Carmel – 6900 Marloie

Jérôme WIDAR	Pierre LUXEN
081 / 62.50.24	080 / 22.78.96
0472 / 58.84.06	0477 / 27.74.49

E-mail : widar@cra.wallonie.be

Plus d'informations

Fourrages Mieux

1, rue du Carmel

6900 Marloie

T. : 081 / 62.50.24

<http://www.fourragesmieux.be>



Le nouveau Code forestier



Photo : SPW – J.L. Carpentier – 7295

Trois fonctions majeures reconnues à la forêt par le nouveau code : économie, écologie et agrément.

L'ancien *Code forestier* datait de 1854. Même s'il a connu quelques modifications ponctuelles, notamment en matière de circulation en forêt, d'inventaire des ressources forestières et de ventes de bois, une refonte complète de celui-ci n'avait jamais abouti. L'objectif principal de l'ancien code était de réglementer les forêts dans une perspective économique. Le nouveau texte reprend cette finalité en y ajoutant les fonctions écologique et sociale. Le nouveau code affirme donc bien le rôle multifonctionnel des forêts, en ce compris les fonctions culturelle et paysagère. Le nouveau *Code forestier*, adopté en 2008 par le Parlement wallon, a fait l'objet d'une très large concertation avec tous les milieux intéressés de près ou de loin par la forêt : la filière bois (exploitants, scieurs, ...) les propriétaires forestiers publics et privés, les milieux de l'environnement, les chasseurs et pêcheurs, ainsi

que les usagers, notamment les représentants des mouvements de jeunesse, les promeneurs, cyclistes, cavaliers et conducteurs d'engins motorisés.

L'objectif est bien avant tout d'assurer le développement durable par rapport à l'ensemble des fonctions, conformément aux critères et indicateurs européens dans le cadre des conférences ministérielles pour la protection des forêts.

La fonction économique a été réaffirmée. Pour les propriétaires privés, les droits de succession sont supprimés sur la valeur des bois sur pied depuis la date d'entrée en vigueur du code (12 septembre 2008). Les plans d'aménagement des forêts des propriétaires publics prévoient notamment la récolte de l'accroissement de la forêt de façon à faire rentrer les produits dans le circuit de la filière bois. Le chapitre sur les ventes et les exploitations dans les bois des propriétaires publics est particulièrement étoffé.

La fonction écologique est mise en évidence par des mesures de conservation applicables à l'ensemble des forêts des propriétaires publics et privés :

- surface maximale de mise à blanc de 5 ha en résineux et de 3 ha en feuillus, sauf dérogation pour coupe urgente (chablis, motif sanitaire ou enjeu de sécurité) et dans d'autres cas selon les conditions fixées par le Gouvernement, avec obligation de déposer un document simple de gestion reprenant notamment les travaux prévus après la coupe afin de ne pas reproduire la pratique de grandes mises à blanc au terme de l'exploitation suivante ;
- obligation de planter uniquement des espèces adaptées à la station, ce qui apporte également la meilleure production et la meilleure résistance aux divers parasites ;



Contrairement aux usagers doux, qui sont privilégiés, les sports moteurs n'ont accès qu'aux chemins en dur, pavés ou hydrocarbonés.

- possibilité pour le Gouvernement wallon de fixer les conditions d'épandage des amendements ;
- interdiction d'application des herbicides, fongicides et insecticides sauf exceptions définies par le Gouvernement ;
- interdiction de drainage pour les nouvelles régénérations à proximité des cours d'eau et dans les sols hydromorphes ;
- interdiction de brûlage des rémanents, sauf exceptions ;
- possibilité pour le Gouvernement d'imposer de l'huile végétale pour tronçonneuses et engins d'exploitation ;
- mesures visant à limiter les dégâts au sol dans le but de préserver le milieu et le capital producteur.

Davantage de contraintes en faveur du milieu pour les propriétaires publics

D'autres mesures de conservation plus pointues sont applicables dans les forêts des propriétaires publics, notamment pour favoriser la biodiversité :

- le maintien de deux bois morts par hectare ;

- le maintien d'un arbre d'intérêt biologique (arbre de dimension exceptionnelle ou arbre à cavité) tous les 2 hectares ;
- la constitution de lisières externes, en bordure de massif, à l'occasion des nouvelles régénérations ;
- l'interdiction de planter des résineux le long des cours d'eau ;
- la constitution de réserves intégrales sur 3 % de la surface des peuplements feuillus dans les propriétés de plus de 100 hectares.

La fonction sociale est largement prise en compte dans le nouveau *Code forestier*. Par rapport à la circulation en forêt, les usagers doux sont privilégiés. L'accès le plus poussé concerne les piétons, ensuite les cavaliers, cyclistes et skieurs. Par contre, de fortes restrictions ont été reprises pour les véhicules motorisés qui sont limités sur les « routes » (c'est-à-dire les voies ouvertes à la circulation du public, à revêtement hydrocarboné, bétonnées ou pavées) et sont exclus des chemins de terre ou empierrés. Des possibilités de dérogation bien encadrées existent cependant.

Les mouvements de jeunesse ne sont pas oubliés. Des zones sont prévues pour leur permettre d'exercer leurs activités de jeux dans les bois des propriétaires publics. Le nouveau code, en favorisant une plus grande diversité des espèces et en imposant des espèces en adéquation avec le milieu, permettra de mieux s'adapter aux changements climatiques. Une forêt saine aura également une meilleure capacité à stocker le CO₂.

Le nouveau code forestier, pour une gestion durable des forêts, tenant compte de l'ensemble des fonctions remplies par les forêts.

ETIENNE GÉRARD, DIRECTEUR
DIRECTION DES RESSOURCES FORESTIÈRES

Plus d'informations

Département de la Nature et des Forêts, DGARNE
Direction des Ressources forestières
7, avenue Prince de Liège
5100 Jambes
T. : 081 / 33.58.30
@ : etienne.gerard@spw.wallonie.be

Le paiement du lait aux producteurs

8

Un petit retour dans le passé



C'est par la publication du règlement (CEE) n° 804/68 que l'*Organisation commune des marchés* dans le secteur du lait et des produits laitiers (OCM Lait) a vu le jour en 1968.

Cet *OCM Lait* reposait comme les autres OCM sur trois piliers, la gestion des importations en provenance des pays tiers, les aides à l'exportation et à la consommation interne de produits laitiers, la gestion des marchés internes par le système d'intervention qui permettait aux pouvoirs publics de procéder à l'achat de beurre et de poudre de lait écrémé à des fins de stockage en situation de pic de production. Ces achats étaient réalisés à un prix d'intervention, fixé dans l'*OCM Lait* pour ces produits laitiers. Sur base de ces prix d'intervention était fixé un prix indicatif du lait au départ de la ferme.

Comme tout système, l'*OCM Lait* avait son point faible, dont les origines remontaient à la mise en place, quelques années plus tôt, de l'*OCM Céréales*.

Pour faire bref, la CEE, pour soutenir efficacement son marché de céréales, avait été contrainte d'accepter, dans les négociations internationales, de consentir l'entrée en Europe à droits faibles ou nuls d'oléagineux, de protéagineux et de produits de substitution de céréales en provenance de pays tiers.

Cette situation permettait au secteur de la production laitière, surtout dans les régions de production intensive, d'acheter des aliments pour le bétail au cours du marché mondial et de commercialiser la production de lait au niveau d'un marché soutenu par des moyens publics.

La conséquence fut inévitablement une hausse exponentielle de la production qui, compte tenu du système en place, engendra une augmentation correspondante de la part destinée à l'*OCM Lait* dans le budget agricole européen.

C'est pour solutionner le problème que le Conseil a mis en place par le règlement 856/84 le régime du prélèvement supplémentaire et ce, à la date du 2 avril 1984.

Rappelons que le prélèvement supplémentaire s'applique sur les quantités de lait de vache ou d'autres produits laitiers commercialisés (par les producteurs) pendant la période de douze mois en question et qui dépassent les quantités de référence nationale. Ce régime fut rapidement appelé *système de quota* dans le langage courant. Ce quatrième pilier qui venait judicieusement compléter les trois premiers a non seulement rempli parfaitement son rôle de stabilisation budgétaire mais a, en outre, exercé une action bénéfique sur la gestion de l'offre.

En clin d'œil, rappelons qu'en 1984, cette décision a engendré une grande campagne d'opposition matérialisée par la pose massive d'affiches *Non au quota laitier*.

Le système du prélèvement supplémentaire ou quota dans une *OCM Lait* privée des trois autres piliers n'a plus d'effet sur la gestion de l'offre. La crise actuelle du secteur de la production laitière en est malheureusement révélatrice.

Nouvelle intervention sur les prix

Il semble et c'est heureux, que Mme Fischer Boël commence à se poser des questions sur les vertus du « tout au marché libre ». Sa décision de réactiver l'intervention pour le beurre et la poudre de lait écrémé est un pas dans la bonne direction. Il faut toutefois relativiser car les montants de 221,75 euros par 100 kg de beurre et de 169,80 euros par 100 kg de poudre de lait écrémé s'ils peuvent aider à freiner, ou mieux, à stopper la chute du prix du lait payé aux producteurs, ne sont pas de nature à permettre un net rétablissement de ce prix.



La récolte du lait en Belgique

Les agréments, définitions, obligations des parties, protocoles et contrôles font l'objet de législations, fédérales en ce qui concerne la qualité sanitaire des produits, régionales pour la partie économique. Sont concernés par ces différentes législations, l'acheteur de lait (laiterie), le camion de récolte et son chauffeur, les appareils de mesure (litres), d'échantillonnage, la procédure d'échantillonnage, la fréquence, la conservation des échantillons, l'acheminement vers le laboratoire agréé, le protocole d'analyse, le contrôle du laboratoire, la communication et la conservation des résultats, la fréquence des récoltes.

Au sujet du laboratoire agréé, il est important de souligner qu'il est géré par un organisme interprofessionnel constitué paritairement par des représentants désignés par les producteurs et des représentants désignés par les acheteurs.

Le prix de base du lait

C'est un montant, hors TVA, pour un litre, ou cent litres de lait, refroidi, conforme aux normes de qualité (zéro point de pénalité), qui contient par litre, 38 grammes de matière grasse (MG) et 33,5 grammes de matière protéique (MP) départ ferme.

Compte tenu du fait que les teneurs en matière grasse et matière protéique du lait varient fortement en fonction de la race, de la saison, de l'alimentation, etc., et afin que tous les producteurs soient justement rémunérés, le paiement du lait est établi en euros par kg de MG et kg de MP livrés.

Puisque Mme Fischer Boël vient de fixer un prix d'intervention de 221,75 euros par 100 kg de beurre (MG) et un prix d'intervention de 169,80 euros par 100 kg de poudre de lait écrémé (MP), retenons ces montants, sans oublier qu'il s'agit de valeurs après récolte et transformation du lait et non de la valeur du lait cru au départ de la ferme. Il y a lieu, dans un premier temps de déterminer la valeur respective de la MG et de la MP dans la recette totale issue de la commercialisation en MG et MP de 100 litres de lait.

Pour produire un kilo de beurre, il faut en moyenne 21,8 litres de lait. Avec 100 litres de lait la production de beurre sera de 100 / 21,8 soit 4,5872 kilos.

Après prélèvement de la MG, il restera 20 litres de lait écrémé par kg de beurre produit soit 91,744 litres, à raison de 11 litres pour 1 kg de poudre de lait écrémé, une production de 8,340 kg de PL écrémé. Dans ces conditions, la valorisation de 100 litres de lait, sortie d'usine, serait la suivante :

- 4,5872 kilos de beurre x 2,2175 € le kilo = 10,17211 €

- 8,3403 kilos de poudre de lait écrémé x 1,698 € le kilo = 14,161829 €

Soit un montant total de 24,33 € pour 100 litres de lait. Compte tenu des coûts de récolte et de transformation qui peuvent être estimés à 2,3 € par 100 litres pour la récolte et à 3,7 € par 100 litres pour la transformation, ces prix d'intervention donneraient **un prix de base départ ferme de 18,33 € par 100 litres de lait**. Partant des prix d'intervention cités ci-dessus, on peut établir la valeur respective de la matière grasse et de la matière protéique comme suit :

- $\frac{10,17211 \text{ €}}{24,33 \text{ €}} = 41,8 \text{ \% pour la MG,}$

- $\frac{14,161829 \text{ €}}{24,33 \text{ €}} = 58,2 \text{ \% pour la MP.}$

Compte tenu de ce prix de base et de la répartition des valeurs MG et MP, le paiement des livraisons sera réalisé en fonction des teneurs constatées des dites livraisons.

Etablissement de la valeur du kg de MG et du kg de MP

Matière utile totale à prendre en compte (MUT)

- 0,038 kg de MG x 41,8 % = 0,015884 kg,

- 0,0335 kg de MP x 58,2 % = 0,019497 kg,
MUT = 0,035381 kg,

- Prix de base 100 litres = 18,33 €,
MUT / litre = 0,035381 kg,
valeur MUT = 518,075 € par 100 litres
valeur MG = 41,8 % - 216,55535 € par 100 litres,
valeur MP = 58,2 % - 301,51965 € par 100 litres.

Vérification

$$\begin{aligned} 300.000 \text{ litres} \times 0,038 \text{ kg / litre} &= 11,400 \text{ kg MG} = 24.687 \text{ €} \\ &\quad \times 0,0335 \text{ kg / litre} = 10,050 \text{ kg MP} = 30.302 \text{ €} \\ \text{Total} &= 54.989,73 \text{ €} \end{aligned}$$

$$300.000 \times 0,1833 = 54.990 \text{ €}$$

secteur bovin

10

Si les livraisons sont réalisées à 42,65 g / litre de MG et à 34,80 g / litre de MP, la recette hors correctif est de :

$$\begin{array}{rcl} 300.000 \text{ litres} \times 0,04265 \text{ kg} & = & 12.795 \text{ kg MG} = 27.708,25 \text{ €} \\ & \times 0,0348 \text{ kg} & = 10.440 \text{ kg MG} = 31.428,65 \text{ €} \\ & & \text{Total} = 59.187 \text{ €} \end{array}$$

$$300.000 \times 0,19729 = 59.187 \text{ €}$$

Correctif

Les modalités d'application du correctif pour la matière grasse figurent dans la réglementation européenne qui concerne le prélèvement dans le secteur du lait.

Que dit ce texte ? Afin d'établir le décompte final du prélèvement, les quantités livrées par un producteur sont ajustées, « corrigées » par augmentation ou diminution, lorsque son taux en matière grasse réel diffère de **son taux de référence en matière grasse**. Si la somme des livraisons ajustées (corrigées) est supérieure aux livraisons réelles, le prélèvement est établi sur les livraisons ajustées.

Si un écart positif est constaté, **la quantité de lait livrée est augmentée** de 0,18 % par un dixième de gramme de matière grasse supplémentaire par kilogramme de lait.

Si un écart négatif est constaté, **la quantité de lait livrée est réduite** selon les mêmes paramètres que ci-dessus.

Lorsque la quantité de lait livrée **est exprimée en litres**, l'ajustement de 0,18 % par un dixième de gramme de matière grasse est multiplié par le coefficient 0,0971 (= 0,17478).

La Belgique dispose d'une référence matière grasse historique ('86-'87) de 38,04 grammes par litre, à titre indicatif la référence matière grasse du Danemark est de 44,98 grammes par litre.

Si on applique le correctif au producteur qui a livré son lait à 42,65 g / litre de MG et 34,80 g / litre de MP, le correctif positif à appliquer pour augmenter ses livraisons réelles sera le suivant :

$$42,65 \text{ dixièmes} - 38,04 \text{ dixièmes} = 4,61 \text{ dixièmes} \times 0,174,78 = 8,057358 \%$$

$$\text{le pourcentage à appliquer sur le quota pour connaître les livraisons réelles possibles sera de } \frac{8,057358}{108,057358} = 7,4565565 \%$$

$$\text{Soit un coefficient de } 0,925434435.$$

Les livraisons réelles de ce producteur, pour remplir son quota ne seraient plus que de 277.630 litres, d'où une recette de

$$\begin{array}{rcl} 277.630 \text{ litres} \times 0,04265 \text{ kg} & = & 11.8401 \text{ kg} = 25.642,32 \text{ €} \\ & \times 0,0348 \text{ kg} & = 9.661 \text{ kg} = 29.130 \text{ €} \\ & & = 54.772 \text{ €} \end{array}$$



Par litre livré = 0,19729 €

Par litre de quota ou de livraison corrigés = 0,1826 €.

Le producteur danois, dans la même situation, verrait ses livraisons réelles ajustées vers le bas, ce qui lui permettrait de livrer plus de lait (100.000 litres livrés = 95.927 litres « ajustés »). Le Belge (100.000 litres livrés) = 108.000 litres « ajustés ».

Trois constatations sont à faire, pour ce qui concerne la Belgique. En un, le chiffre d'affaires le plus élevé est obtenu avec une production de lait dont la teneur en matière grasse est la plus proche de la teneur de référence.

En deux, le calcul de l'application du correctif engendre des distorsions de concurrence importantes entre producteurs produisant un lait de qualité égale.

Troisièmement, la revendication portée par la Belgique, à savoir la réduction de moitié du taux correcteur (0,18 à 0,09) n'a d'autre but que celui d'atténuer ces distorsions insoutenables induites par cet aspect de la réglementation du prélèvement.

Il ne s'agit en aucune manière de vouloir augmenter la production européenne car il ne faut pas perdre de vue que beaucoup de pays ne sont que très peu concernés, que d'autres livrent du lait dont la teneur en MG est plus faible que la teneur de référence et que la Belgique, qui souffre le plus du correctif, dispose d'un quota qui ne représente que 2,5 % du quota européen.

ANDRÉ GOHY,

EXPERT AU CABINET RÉGIONAL DE L'AGRICULTURE

Plus d'informations

André Gohy
Ilôt Saint-Luc
2, chaussée de Louvain
5000 Namur
T. : 0498 / 42.30.33

Aménager le foncier rural à l'avantage des exploitants et au bénéfice des usagers

La *Politique agricole commune* et la volonté collective de plus en plus marquée de protection de paysages et de préservation de la biodiversité ont amené à revoir profondément les objectifs de l'ancien remembrement. Cet outil, dont le rôle au départ était uniquement économique, est de longue date déjà tombé en désuétude au profit d'une démarche d'aménagement intégré, s'appuyant toujours sur les possibilités offertes par la mobilité foncière, qui reste acquise. Cette démarche qui touche plusieurs milliers d'hectares de terres agricoles et concerne des milliers de propriétaires et d'exploitants est conduite dans l'esprit de valoriser les multiples fonctions que la société voudrait voir assumées par l'agriculture, la production de biens de consommation de qualité, l'entretien, l'amélioration des paysages, le maintien de la biodiversité, etc.

Par ailleurs, on doit aussi relever les impacts et effets que la réalisation des études d'incidences sur l'environnement, un désormais prérequis à toute opération d'aménagement foncier de l'espace rural (AFR), ont eu sur la gestion de la matière. Ces études ont mis en lumière les orientations plébiscitées. La participation de la population a en effet poussé à la conception d'un processus adapté à son époque et a légitimé son ouverture aux attentes de la société, de telle sorte qu'aux traditionnels pouvoirs locaux se sont jointes différentes associations de promotion, de défense, de participation, ..., dans la définition du projet de ses origines jusqu'à son aboutissement.

PRÉSENTÉ PAR
JACQUES STÉVENNE,
JEAN-CHRISTOPHE LECOMTE
ET ERIC MEGANCK,
VINCENT GODEAUX,
FRÉDÉRIC ROBINET,
FRANCY DEBLED, DIRECTEUR,
DIRECTION DE
L'AMÉNAGEMENT FONCIER
RURAL
PHOTOS : DGARNE –
DIRECTION DE
L'AMÉNAGEMENT FONCIER
RURAL

De nouvelles fonctions pour l'aménagement foncier rural, de nouveaux objectifs élargis aux tendances socio-économiques locales

UN DÉPLOIEMENT DE MOYENS AU SERVICE DE LA RURALITÉ



L'aménagement de zones d'immersion temporaire apporte une solution « douce » et efficace aux problèmes d'inondation que peuvent connaître certaines zones urbanisées, fragilisées par l'étanchéité croissante des sols. Ici, à Faimès, la zone inondable, restée pâturable, permet de stocker temporairement 5.500 m³ d'eau. L'ancienne pâture a été terrassée afin d'obtenir le volume de stockage. La terre de déblai a été utilisée pour la création de la digue. Les pentes très douces facilitent l'intégration paysagère de l'ouvrage. Après les travaux, la parcelle a été ressemée pour sa remise en exploitation.

POUR L'EXPLOITANT AGRICOLE, PLUSIEURS FACTEURS DE PRODUCTION SONT DIRECTEMENT AMÉLIORÉS :

- taille et forme des parcelles ;
- rapprochement des parcelles du siège d'exploitation ;
- accessibilité ;
- gain de temps (20 à 30 %) ;
- réduction des charges (carburant, engrais, entretien, main d'œuvre,...) ;
- possibilité de mise en place de nouvelles cultures (conclusion de contrats de culture, ...) ;
- possibilité de réalisation de travaux d'adduction d'eau et d'électrification (voir par exemple les travaux liés au développement d'*Hesbaye-Frost*) ;
- possibilité de déplacement de fermes ;
- amélioration des conditions de travail.

DES GAINS PRIMAIRES SONT AMENÉS AU PROFIT DE L'ENVIRONNEMENT :

- réduction des engrais ;
- réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- préservation des zones sensibles : captages d'eau, berges de cours d'eau ;
- possibilité d'extension de zones protégées ou sous statut particulier ;
- restructuration du paysage.

DES GAINS ONT ÉTÉ AMENÉS AU BÉNÉFICE DES PROPRIÉTAIRES :

- mise en ordre des échanges de culture ;
- désenclavement ;
- suppression des servitudes de passage ;
- augmentation de la valeur vénale des propriétés, suppression de servitudes ;
- bornage des limites de propriété.

DES TRAVAUX SONT RÉALISÉS AU PROFIT DE LA COLLECTIVITÉ :

- concours possible au développement économique (via le tourisme ou les PME par exemple) ;
- création ou restauration de sites ;
- restauration ou création de milieux propices à la vie sauvage ;
- création et amélioration de sentiers, de voiries ;
- apport de solutions à des problèmes particuliers (inondations, agrandissement de cimetières, zones de loisirs, aires didactiques « nature », ...) ;
- mise à jour de l'*Atlas des chemins vicinaux et des cours d'eau* ;
- cadastre des superficies de grande précision grâce aux orthophotoplans ;
- création de zones de retenue d'eau, bassins d'orage ;
- amélioration de voies d'eau.

Ce que veut la population rurale

dossier

Depuis 2002, toute opération d'aménagement foncier est précédée d'une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). Celle-ci a pour objectif de concilier l'aménagement du parcellaire agricole et les préoccupations de la population rurale, au sens large. Elle permet également de mettre en évidence, auprès d'un vaste public, les opportunités d'aménagement offertes. L'étude d'incidence est un outil fondamental qui permet d'intégrer des considérations environnementales, économiques (agricoles comme non agricoles) ou sociales dès la mise en route du processus d'aménagement foncier, au moment même de la définition du projet.

C'est à l'occasion de ces études d'incidences qu'ont été mis en valeur des domaines d'intervention où l'aménagement foncier, ses ressources et les instruments dont il dispose ont ouvert de nouvelles possibilités d'action :

- la lutte contre l'érosion et les coulées de boue ;
- la prévention des inondations ;
- la protection des berges et des cours d'eau ;
- le développement du réseau écologique, la reconstitution du maillage ;
- l'amélioration des paysages ;
- l'adaptation de chemins et sentiers de promenade.

Des solutions contre l'érosion et les coulées de boue

Un modèle de détection des risques est généralement appliqué sur les périmètres d'aménagement foncier par l'auteur des EIE afin d'identifier les zones critiques. Des recommandations sont faites en vue de la reconstitution projetée du parcellaire agricole (formes des nouvelles parcelles, dimensions et orientation). Pour la lutte contre les inondations, des études particulières sont menées qui conduisent à l'exécution des travaux nécessaires dans des conditions économiques et écologiques souvent bien plus favorables. Les opérations d'aménagement foncier rural, principalement parce qu'elle s'appuient sur une vision globalisante d'un vaste territoire, sont des moyens privilégiés d'aborder et de résoudre ce type de problème. Diverses interventions comme la création de zones inondables, la mise dans le domaine public de bandes enherbées, la promotion de méthodes agroenvironnementales, la création de fossés, de diguettes, l'installation de plantations et de mares tampons, de zones d'immersion temporaire et de bassins d'orage ont été réalisées avec succès.

La protection des cours d'eau

L'aménagement foncier peut être l'occasion de remettre à jour et de modifier au besoin les classements des cours d'eau, de mettre dans le domaine public les zones nécessaires aux débordements, d'aménager des zones rivulaires par plantation, de stabiliser des berges de cours d'eau par bouturage de saules ou par semis de plantes herbacées adaptées, de limiter l'accès du bétail au cours d'eau (voir pages 20-21).



Aménagement dans la réserve de Terneppe.

L'installation de réseaux écologiques

Ces dernières années, les opérations d'aménagement rural, en cours de réalisation, ont pu donner vie à certains projets communaux participatifs en faveur de la préservation du milieu, notamment les *Plans communaux de Développement de la nature* (voir page 21). Parmi les objectifs de ces plans, citons le renforcement du réseau écologique, l'acquisition de terrains en collaboration avec le département de la Nature et des Forêts (DNF) de la DGARNE pour permettre l'extension de réserves domaniales. Ailleurs, en mettant en œuvre la mobilité foncière, le DNF a pu bénéficier, grâce à une opération d'aménagement foncier, d'un ensemble de parcelles reprises dans la zone noyau de la *Zone de Protection spéciale*.

L'aménagement foncier a maintenant fait sienne cette préoccupation pour la sauvegarde, voire pour une recomposition, du réseau écologique. Les agriculteurs s'appuient depuis quinze ans essentiellement sur le *Programme agroenvironnemental wallon* pour optimiser leurs efforts en la matière. L'aménagement foncier se réfère aux mêmes méthodes, aux mêmes objectifs pour la reconstitution du parcellaire agricole.

Plus ponctuellement, les contingences locales ont donné lieu à la réalisation de différentes actions au profit de la biodiversité comme la création ou la remise en état de mares et d'étangs, la plantation d'un bocage, le boisement des terrains communaux par du chêne et de l'aulne, l'installation de passages à batraciens, la plantation de l'assiette d'une ligne de chemin de fer désaffectée. Des collaborations avec des chasseurs ou des conseils cynégétiques ont permis de sauvegarder et même de développer des milieux propices au développement de l'avifaune et du petit gibier.



*Aménagements des abords
du château de Montquintin.*

La réédification des paysages

L'aménagement rural a participé à l'amélioration du paysage, sur la base d'études réalisées par des collaborateurs ou partenaires privilégiés : *Parc naturel des Plaines de l'Escaut*, *Parc naturel de la Burdinale*, IGRETEC, CREAT (structuration du paysage par plantation, embellissement des abords de ferme, mise en valeur du petit patrimoine). L'intégration paysagère de la voirie est recherchée par la réalisation de chemins en béton bibandes.

L'aménagement des chemins et sentiers de promenade

Cette problématique fait l'objet d'une large concertation avec les autres administrations et acteurs de terrain sur la base de la mise en œuvre de plans de mobilité douce (communes, CCATM, provinces, groupements de randonneurs, de cavaliers, ...). Il en résulte que, sur avis de ceux-ci, certains sentiers sont créés, maintenus ou déplacés en limite de parcelles agricoles, permettant de la sorte de minimiser les conflits entre les différents usagers, promeneurs et agriculteurs. Les sentiers devenus inutiles sont supprimés.

La protection de la qualité des eaux

Des actions ont été menées afin de réaliser une épuration des eaux par lagunage. L'aménagement foncier rural peut jouer un rôle crucial dans l'application de la réglementation sur la protection de la ressource en eau potable. Grâce à la mobilité foncière et à des travaux de gestion des eaux de surface adaptés, l'aménagement foncier contribue à accroître la sécurité des prises d'eau. Le relotissement permet une protection proactive par une identification aisée de l'exploitant ou du propriétaire riverain de la galerie de captage.

LE TOMBEAU DU GÉANT : UNE OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT FONCIER EN COLLABORATION AVEC LE DÉPARTEMENT DE LA NATURE ET DES FORÊTS (DNF)

Un aménagement foncier rural a été réalisé avec la collaboration de la commune de Bouillon, pour permettre la réhabilitation du site du *Tombeau du Géant* en supprimant les pessières de fond de vallée et en réorganisant les propriétés forestières. Trois opérations d'aménagement foncier forestier ont encore été réalisées en collaboration avec le DNF et une est actuellement en cours.

L'AMÉNAGEMENT FONCIER DE L'ESPACE RURAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DE NATURA 2000

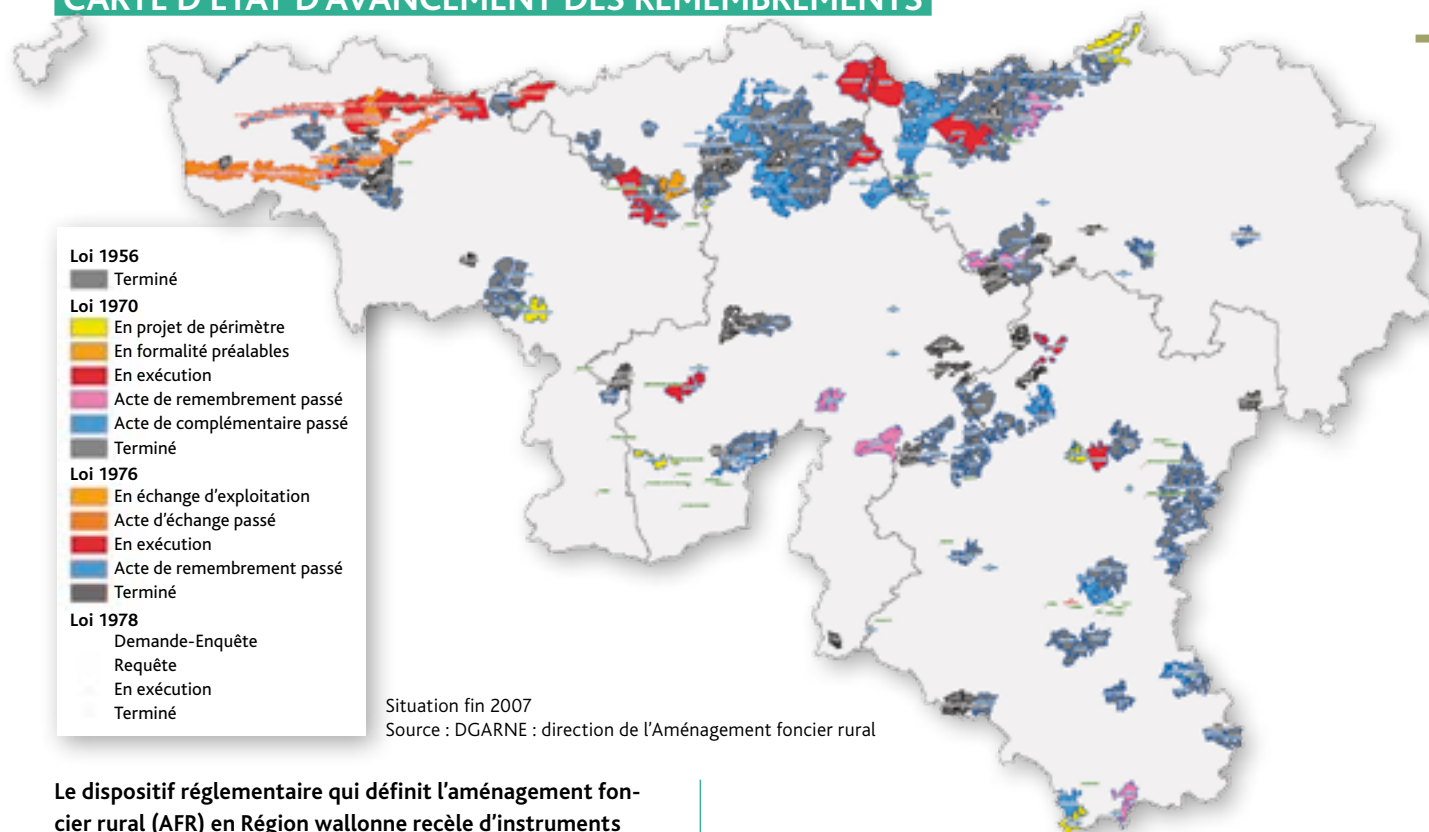
En collaboration avec le département de l'Etude du milieu naturel et agricole (DEMNA, anciennement CRNFB, DGARNE), de nouvelles parcelles ont été créées en tenant compte des sites *Natura 2000*, facilitant ainsi la rédaction des futurs arrêtés de désignation. Ces parcelles ont en effet pu être attribuées à des propriétaires ou exploitants plus sensibles au respect de la biodiversité.

Très prochainement, grâce à son droit de préemption, le service public de Wallonie (SPW) va acquérir un ensemble de parcelles situées en zone *Natura 2000*. Le but de cette opération est de les attribuer soit à un organisme de protection de la nature, soit au DNF. Grâce au relotissement, les sites *Natura 2000* seront individualisés par parcelles cadastrales.

Refaçonner, modifier les cartes pour un développement durable

La mobilité foncière

CARTE D'ÉTAT D'AVANCEMENT DES REMEMBREMENTS



15

Le dispositif réglementaire qui définit l'aménagement foncier rural (AFR) en Région wallonne recèle d'instruments efficaces pour donner à la zone agricole et rurale un nouvel élan, à la fois tourné vers un développement durable, consacré à l'exploitation économe, raisonnée des terres agricoles et empreint des aspirations de la population et des autorités locales. Les actions envisageables peuvent couvrir des domaines très variés tels que la biodiversité, les paysages, la sécurité de tous les usagers, ...

Redessiner le paysage rural : quelques instruments à portée

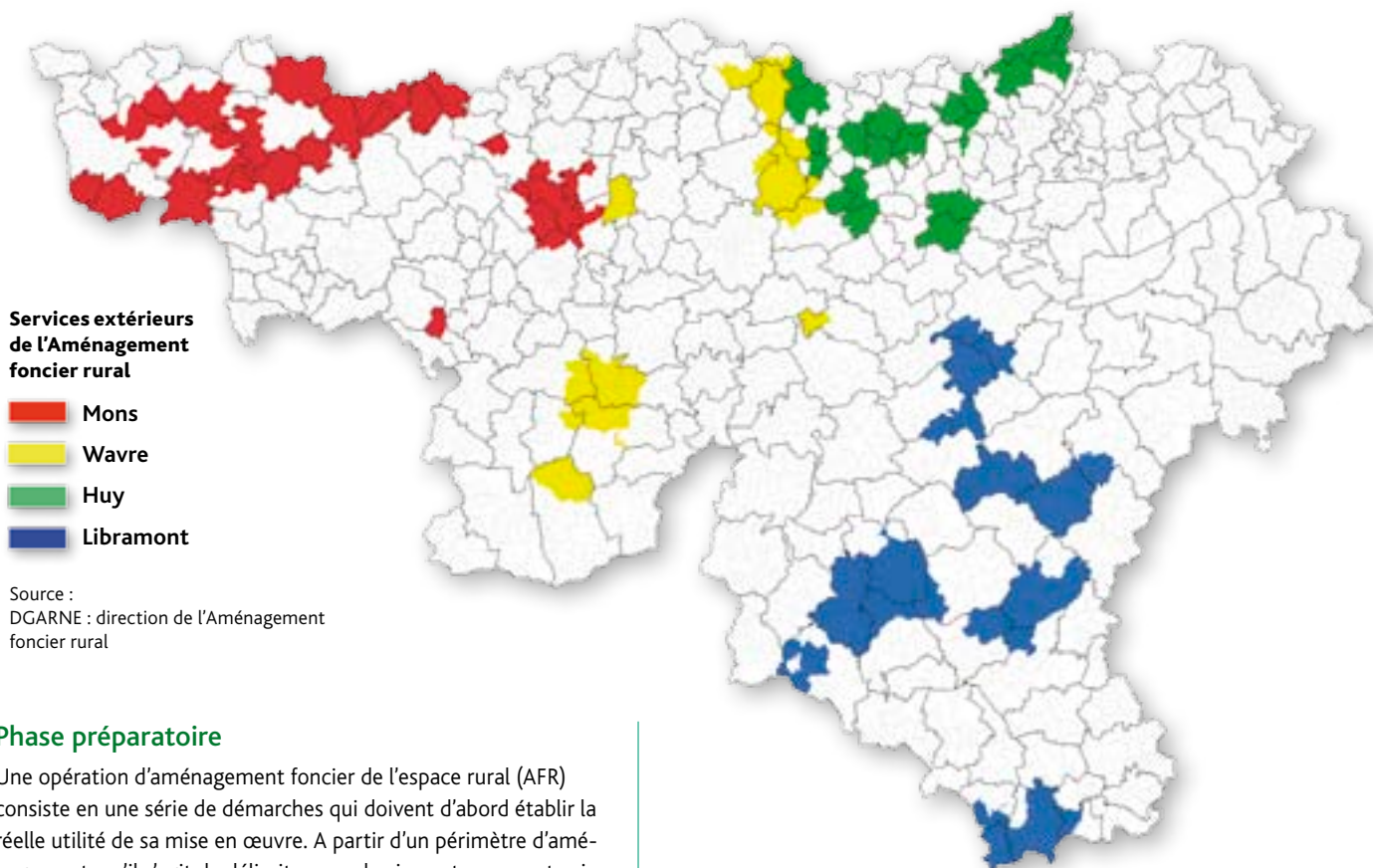
- le **droit de préemption**, dont dispose la direction de l'Aménagement foncier rural. Lors de la vente de biens ruraux, le droit de préemption est prévu et peut être exercé dans le but de contribuer à l'amélioration des structures agraires. Ceci permet la constitution d'une « banque foncière », l'un des éléments clés dans la diversification des objectifs d'aménagement (conservation de la nature, paysage, projets communaux ou régionaux, ...) ;
- la mise en œuvre de la **technique du relotissement** qui permet d'augmenter la superficie de certains propriétaires publics ou associatifs, comme par exemple les communes, intercommunales, provinces, le département de la Nature et des Forêts de la DGARNE, *Natagora*, ... pour autant que ces derniers soient déjà

propriétaires dans le périmètre d'aménagement foncier. Les comptes sont équilibrés par le versement d'une soulte proportionnelle à la valeur des terres reçues. On notera que les terrains possédant la plus grande valeur écologique sont souvent de faible valeur économique. Il est dès lors souvent possible d'échanger un hectare de bonnes terres contre plusieurs hectares de sols plus marginaux ;

- la **mise dans le domaine public** : le long des chemins et voies d'écoulement d'eau, il est possible d'élargir localement le domaine public. Cette technique permet, entre autres, de réaliser des plantations en bordure de chemin, d'aménager les berges, de créer des sentiers de promenades, des pistes cyclables, de nouveaux chemins, des zones de retenues d'eau, des mares tampons, ... Cette opération ne peut toutefois pas revenir à une expropriation masquée. Il faut donc que la superficie libérée par la désaffectation des anciens chemins, disparus dans la réalité, compense globalement les élargissements du domaine public. Cette décision est ensuite formalisée dans un arrêté d'exécution ;
- la **réaffectation des excédents d'emprise** : les grands travaux d'infrastructure génèrent des excédents le long de leur tracé qui peuvent être utilisés comme réserve foncière au gré des besoins.

ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE REMEMBRÉES

16



Phase préparatoire

Une opération d'aménagement foncier de l'espace rural (AFR) consiste en une série de démarches qui doivent d'abord établir la réelle utilité de sa mise en œuvre. A partir d'un périmètre d'aménagement, qu'il s'agit de délimiter pour la circonstance, sont soigneusement identifiés et repertoriés les ayant-droits, propriétaires et exploitants concernés par ce périmètre, qui seront associés à chaque phase de la démarche. Il est ensuite donné lieu à une étude d'incidences sur l'environnement. Celle-ci comprend notamment le plan d'évaluation des sites¹ et le parcellaire englobé dans le périmètre. Sur la base de ces documents, l'enquête publique est ouverte.

A la fin de cette phase, si l'aménagement foncier est déclaré utile, un Comité et une *Commission consultative* sont mis en place. Le premier est l'organe de décision et de délibération de l'aménagement foncier tandis que la commission consultative est chargée, comme son nom l'indique, de remettre des avis en préparation des décisions du comité.

Réalisation

L'exécution de l'aménagement foncier est entièrement pilotée par le comité désigné. La Région wallonne, par l'intermédiaire de la direction de l'Aménagement foncier rural, apporte à l'opération son soutien technique et administratif.

Dans le périmètre fixé, le comité établit un classement des terres déterminant leurs valeurs particulières selon les caractéristiques intrinsèques du sol (origine géologique, texture, régime hydrique, charge, etc.) et leur valeur d'exploitation, en fonction des contingences (pente, effet lisière, ...). Le classement des terres débouche sur la détermination de l'apport en points de chaque intéressé (exploitants et propriétaires en fonction de la valeur des terres). Conjointement, le comité fait procéder au bornage du périmètre et étudie le plan de relotissement en exploitation et en propriété. Des travaux corollaires sont généralement effectués (voiries, écoulement des eaux, bassin d'orage, ...). Le comité étudie et réalise enfin un plan d'aménagement des sites, par exemple grâce à des travaux de plantations.

L'ensemble des opérations techniques de l'AFR se termine par le bornage définitif des nouvelles parcelles et la passation du premier acte d'aménagement foncier qui fixe la date de prise de possession des nouveaux lots. Les comptes financiers des intéressés sont établis et clôturés par la signature de l'acte complémentaire d'aménagement foncier.

¹ PES

A la rencontre de grands projets

Le processus classique qui s'applique à l'aménagement foncier de l'espace rural connaît des variantes qui permettent d'adapter ses principes de fonctionnement à des projets particuliers qui, touchant plusieurs ou de nombreuses parcelles, ont un impact sur l'utilisation ou la desserte de l'espace rural.

SCHÉMA 1 : RECOMPOSER APRÈS DE GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE

Comment trouver une solution rapide aux entraves causées par les grands travaux ? Comment reconstituer des ensembles d'exploitation et d'usage de part et d'autre d'une saignée ferroviaire ou routière ? Une opération d'aménagement foncier peut organiser rapidement un regroupement des parcelles et une prise de possession, sans délai, des nouveaux lots d'exploitation.

Echanger les terres

Les exploitations agricoles sont reloties par des échanges de parcelles immédiats qui permettent d'assurer l'utilisation rationnelle des terres et la continuité de l'activité agricole. Pour régler les problèmes de propriété, les procédures de détermination d'apports et de réattribution (voir plus haut) sont concomitantes.

SCHÉMA 2 : S'ENTENDRE POUR AMÉNAGER LES PARCELLES QUE L'ON EXPLOITE

Les opérations d'aménagement foncier peuvent aussi s'effectuer sur base volontaire ou conventionnelle. Une opération volontaire suppose l'accord de tous les intéressés, tandis qu'une opération conventionnelle n'implique qu'un accord de principe des propriétaires et exploitants. Le relotissement est, *in fine*, décidé par un *Comité provincial d'aménagement foncier*.

Agriculture, nature, tourisme

Aménagement foncier rural de Cuvreux

17

Les opérations d'aménagement foncier rural (AFR) sont des tâches de grande envergure, touchant chacune plusieurs centaines d'hectares, intéressant plusieurs centaines de propriétaires et d'exploitants, concernant plusieurs aspects de la vie rurale et intervenant dans des domaines divers. L'agriculture est d'abord visée bien sûr, mais aussi, selon les intentions de développement des communes et des habitants, l'assainissement de sites, l'apprentissage de la nature, la sensibilisation à l'environnement, le tourisme, la mobilité, la diversité des espèces, ... Pour mieux comprendre le processus qui mène aux travaux entrepris, nous prendrons comme exemple une opération AFR menée à son terme. Les opérations ont été clôturées en 2007.

■ L'aménagement foncier, pas à pas

Situé à l'extrême sud de la province de Luxembourg, le remembrement de Cuvreux étend ses 1.042 ha dans la partie nord-ouest de la commune de Rouvroy (978 ha), au sud-est de la commune de Virton (24 ha) et au sud de la commune de Meix-devant-Virton (40 ha).

1. L'ÉVALUATION DES SITES

Inventaire et appréciation des éléments du paysage : cette étude a pour objectif d'attirer l'attention sur les éléments importants qui conditionnent les biotopes dans le but d'en préserver l'intégrité et la diversité lors de l'exécution des opérations de relotissement, de voirie et de bonification foncière. (Réalisation à Cuvreux : Fondation universitaire luxembourgeoise [FUL - ULg]).

2. LES OPÉRATIONS TOPOGRAPHIQUES

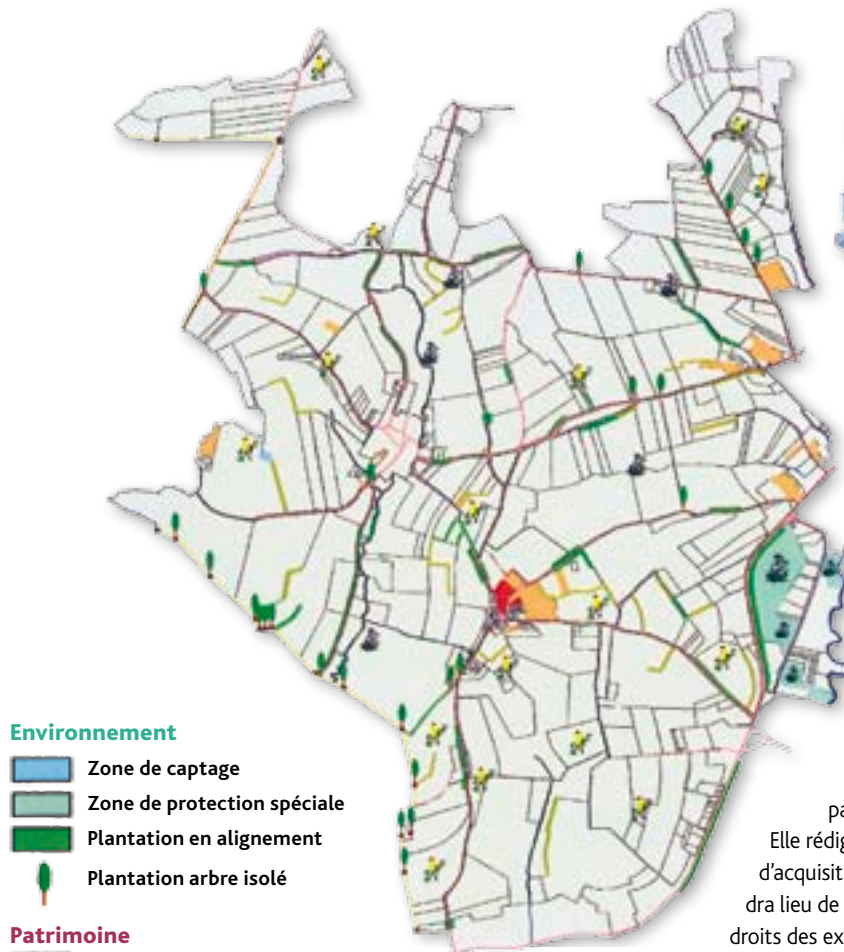
Ces travaux ont pour but le mesurage des terres à réaménager. De ces levés naît un plan représentatif de la situation future, plan qui servira de base à un nouveau cadastre. Il en résultera un nouveau titre de propriété pour chaque propriétaire et la constatation des nouveaux droits liant les exploitants à leur bailleur. (Réalisation : DGARNE).

3. LE CLASSEMENT DES TERRES

C'est le relevé comparatif des différents types de sols du territoire selon la valeur culturelle et d'exploitation. Il sert de base à la redistribution des terres, en fonction de l'apport de chaque intéressé. (Réalisation : DGARNE. Adoption après enquête publique).

4. L'ÉTUDE DU RELOTISSEMENT

Les propriétaires et les exploitants des terres concernées sont associés aux travaux de l'administration durant cette phase cruciale.



Environnement

- Zone de captage
- Zone de protection spéciale
- Plantation en alignement
- Plantation arbre isolé

Patrimoine

- Haie mise à gabarit
- Verger
- Bâti
- Borne frontière

Source : DGARNE –
direction de l'Aménagement
foncier rural

A la demande des propriétaires, le comité a fait réaliser sur leurs parcelles, moyennant une participation aux frais, différents travaux : des aqueducs, des abreuvoirs, du désouchage, une amenée d'eau, ...

Enfin, cinq sentiers touristiques ont été aménagés. Serpenteant à flanc de colline ou en bordure de ruisseau, ils relient Montquintin à Couvrex, Ecouvies, Lamorteau, Torgny, Avioth (en France) et Villers-la-Loue.

6. LES TÂCHES ADMINISTRATIVES

L'administration établit et tient à jour, durant les opérations, la carte d'identité de toutes les parcelles et des propriétaires concernés par l'AFR. Elle rédige, en fin de parcours, pour le compte du Comité d'acquisition, l'acte authentique de remembrement qui tiendra lieu de titre de propriété et définira de manière précise les droits des exploitants. A Couvrex, 281 actes ont été dressés.

■ Aménager, préserver, recréer... un cadre de vie

Pour l'activité agricole, une réalisation comme celle-ci représente une économie de temps et de main-d'œuvre de 25 %, un accroissement de rendement de 15 % sans doute et une réduction des frais de production de 25 % à coup sûr. Cependant, le remembrement, c'est surtout une approche pour la **mise en valeur de toutes les possibilités rurales**, un point de départ vers d'autres réalisations.

Particularité pour l'aménagement de Rouvroy, la frontalière, il a fallu tout d'abord redéfinir la frontière belgo-française suivant les indications données par le *Traité de Courtrai* de 1820 et suivant le procès-verbal de bornage de cette partie de frontière. Presque plus rien n'existait comme point de repère pour rétablir cette limite. Le Comité a planté un chêne à chaque borne frontière de façon à marquer la frontière dans le paysage. (Réalisation : direction générale de l'Agriculture de la Région wallonne. Travail réalisé par les administrations du Cadastre française et belge).

■ Remplacer les éléments dominants du paysage. Recréer des réseaux écologiques

Le territoire couvert par le remembrement est extrêmement riche en haies importantes délimitant les parcelles, les voiries, les ruisseaux et les lisières des bois. Pas moins de 75.000 mètres de haies

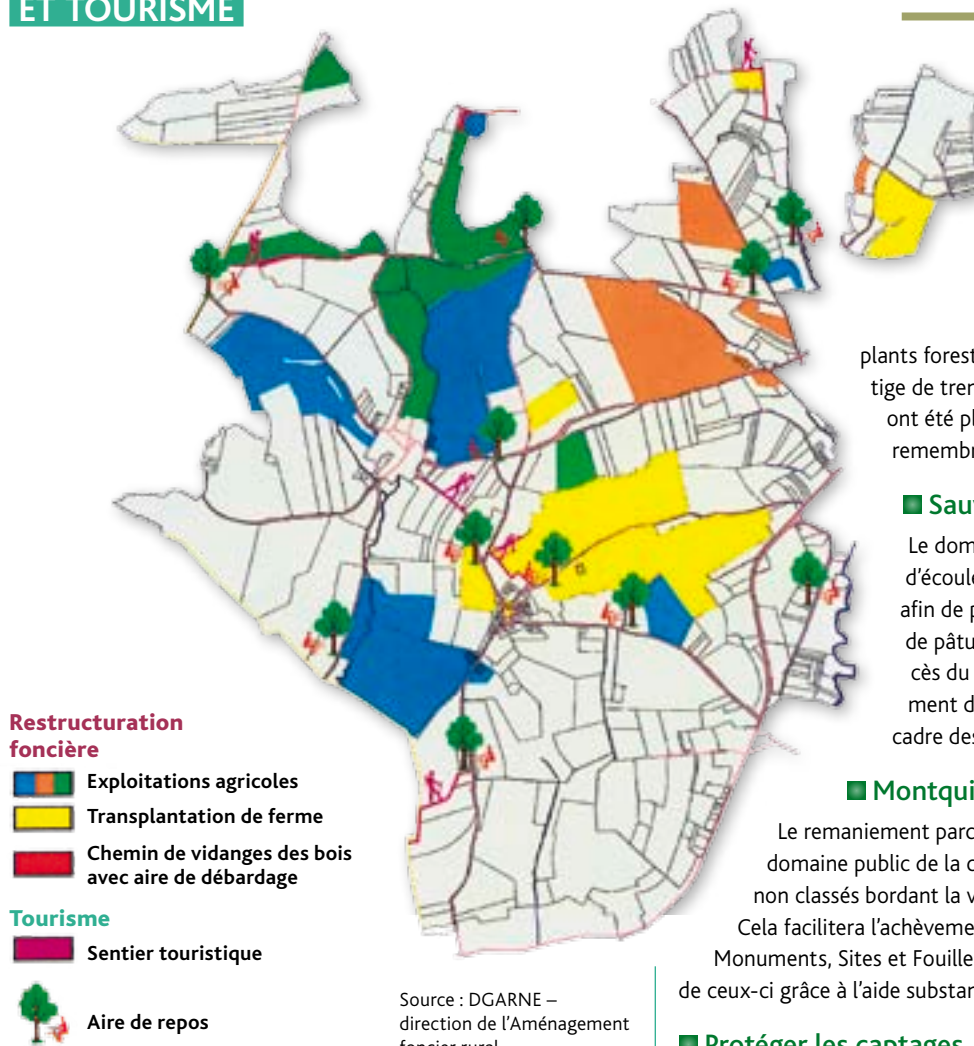
Résultats obtenus à Couvrex

Superficie totale du périmètre à aménager	1.042 ha	
Nombre de propriétaires :	512	
Nombre d'exploitants :	133	
	Avant	Après
Superficie moyenne :		
par propriété	1ha 12a 30ca	3ha 86 a 49ca
par exploitation	3ha 10a 11ca	8ha 68a 33 ca
Nombre de parcelles	3.340	529

5. LES TRAVAUX DE VOIRIE ET DE BONIFICATION FONCIÈRE

Complément indispensable d'une restructuration agraire respectueuse de l'environnement naturel, les travaux réalisés à Couvrex ont amélioré 16 km de route.

Les travaux de voirie sont subsidiés à raison de 60 % par la Région wallonne et 40 % par les communes intéressées.



ou bandes boisées ont été recensés sur le territoire du remembrement. De nombreuses d'entre elles, abandonnées, s'étaient développées inconsidérément jusqu'à atteindre plus de 10 mètres de largeur. Redessiner le parcellaire agricole a nécessité l'abattage de 3.000 mètres de haies mais a produit aussi une large compensation. Une action pilote de remise à gabarit des haies a été entreprise. Ce sont plus de 8.000 mètres de haies mitoyennes qui ont été rajeunis et remis à gabarit.

Un bon nombre de vergers couvre le territoire aménagé. Malheureusement ces arbres, principalement de vieux pommiers, n'étaient plus guère entretenus. Une action pilote de la Région wallonne a permis la régénération de la totalité, ou presque, de ces vergers : taille de 167 arbres sur trois saisons, et plantation de 97 nouveaux arbres fruitiers. Ce sont des variétés anciennes recommandées par la Région wallonne et le CRA-W qui ont été plantées.

Des plantations sur le domaine privé et sur le domaine public ont permis de replanter 2.500 mètres de haies composées de 7.350

plants forestiers. Plus de 750 arbres à hauteur de trente-deux essences différentes ont été plantés sur tout le territoire du remembrement.

■ Sauvegarder les cours d'eau

Le domaine public en bordure des voies d'écoulement d'eau a été élargi et clôturé afin de protéger les berges dans les zones de pâturage. L'aménagement d'aires d'accès du bétail au cours d'eau et le placement d'abreuvoirs seront réalisés dans le cadre des travaux de bonification foncière.

■ Montquintin, les abords du château

Le remaniement parcellaire a permis de mettre dans le domaine public de la commune des murs classés comme non classés bordant la voirie du village de Montquintin. Cela facilitera l'achèvement de leur classement par les Monuments, Sites et Fouilles et permettra à terme l'entretien de ceux-ci grâce à l'aide substantielle de la Région wallonne.

■ Protéger les captages

La propriété et l'exploitation communales ont été augmentées de façon importante autour des captages d'eau de Dampicourt et de Couvrex afin d'assurer une maîtrise absolue de la façon de cultiver aux abords de ces captages en vue d'accroître la qualité de l'eau de distribution.

■ Elargir la Zone de Protection spéciale (ZPS)

Le département de la Nature et des Forêts s'est vu attribuer une grande partie de la zone noyau (14ha 27a 35ca) en ZPS située près de *Burgo Ardenne*. Des possibilités d'étendre encore cette zone sont envisageables après l'établissement du nouveau parcellaire et les changements de propriétaires qui sont intervenus.

■ Déplacer une ferme et préserver un site

La transplantation d'une ferme du centre du hameau de Montquintin vers un endroit propice à la préservation du site de la célèbre butte a été facilitée par un relotissement favorable à l'exploitant.

Rationaliser le parcellaire agricole en vue d'améliorer les structures agraires et ainsi permettre de faciliter le travail de la terre, telle est la mission première de la direction de l'Aménagement foncier rural, à travers la législation relative au remembrement légal de biens ruraux.

Le territoire agricole, qui représente près de la moitié de la superficie de la Région wallonne offre à cet égard une multitude de possibilités d'intervention.

Les zones où s'appliquent ce remaniement parcellaire sont déterminées par arrêtés ministériels et comportent essentiellement des parcelles agricoles mais également des chemins, sentiers et cours d'eau. L'aménagement foncier rural (AFR) réalise des travaux connexes aux divers aménagements parcellaires et des travaux d'aménagement des sites. En disposant à la fois de la maîtrise des travaux et de la mobilité foncière, il constitue un outil intégré multifonctionnel, permettant une gestion globale du territoire concerné.

Les contacts privilégiés que nouent les gestionnaires locaux de l'AFR avec les pouvoirs subordonnés (Communes, Provinces, Intercommunales,...), mais aussi avec d'autres administrations et acteurs locaux leur permettent d'identifier et, en général de résoudre, les difficultés rencontrées dans les périmètres concernés. On peut citer des problèmes d'inondations, de protection de captage, environnementaux, paysagers, de mobilité lente, etc. Dans cet article, nous aborderons plus spécifiquement la problématique de la gestion des eaux, sur la base de projets et réalisations initiés par le service extérieur de Mons, qui gère les missions de la direction de l'Aménagement foncier rural sur le territoire du Hainaut et d'une partie du Brabant wallon.

■ Apporter une solution à de graves problèmes d'inondations en zones rurales : aperçu au travers de trois projets récents

BASSILLY : CRÉATION DE ZONES DE RETENUES DIDACTIQUES ET PAYSAGÈRES

En vue d'éloigner définitivement le spectre des inondations à Bassilly, l'AFR, en collaboration étroite avec la commune de Silly, a commandité les études hydrologiques et techniques nécessaires à l'élaboration d'un projet de trois zones d'immersion temporaire sur un total de 4,5ha et présentant une capacité de stockage de 23.500 m³.

Les travaux, qui viennent de débiter, ont été conçus en tenant compte d'impératifs écologiques, paysagers et didactiques. Ainsi, a-t-il été veillé à :

- minimiser l'évacuation des terres pour réduire au maximum l'impact environnemental : sur les 44.000 m³ de terre à excaver, seuls 9.000 m³ seront évacués ;

- favoriser le développement de la faune et de la flore en aménageant divers types de milieux humides (zone lagunaire, mare, cours d'eau, ...) ;

- valoriser les milieux créés par des équipements (parkings, panneaux didactiques, mobilier urbain, observatoires de la vie sauvage, plates-formes de prélèvement, ...).

La commune de Silly est devenue propriétaire de ces trois zones, sans avoir eu recours à de pénibles expropriations. Elle disposera prochainement, non seulement d'ouvrages de régulation des eaux, mais encore d'outils didactiques pour les établissements scolaires de l'entité.

ENGHIEN : RENFORCEMENT DU CARACTÈRE INONDABLE DE CERTAINES PRAIRIES

Les inondations régulières liées aux débordements du ruisseau La Marcq ont occasionné ces dernières années de fâcheuses conséquences : place du village et nouveaux lotissements inondés et même circulation coupée sur l'autoroute Tournai-Bruxelles.

Les études hydrologiques et techniques réalisées par la Direction de l'Aménagement foncier rural ont conclu en la nécessité de créer deux zones d'immersion temporaire permettant de stocker quelque 45.000 m³. Grâce à quelques travaux, on augmentera la fréquence de submersion de certaines prairies et éloignera ainsi les menaces d'inondation en aval. L'exploitant des prairies sera indemnisé pour son préjudice, tout en pouvant continuer à exploiter ses prairies. Les travaux devraient être mis en adjudication en 2009 pour réalisation en 2010.

TOURNAI : L'AFR APPORTE LES SOLUTIONS

Dans le Hainaut occidental, les habitants du village de Willemeau (entité de Tournai) ont eu à subir plusieurs inondations ces dernières années, suite au débordement régulier du Rieu de Taintignies.

Les études, diligentées par la Province du Hainaut, indiquaient l'utilité de créer une zone d'immersion temporaire et un bassin de retenue qui devaient malheureusement être construits sur le territoire de Rumes, la commune voisine : un bel imbroglio administratif en perspective. L'opération d'aménagement foncier en cours d'exécution a résolu ce problème. Le cours d'eau a été classé en deuxième catégorie, permettant à la province d'intervenir financièrement dans les travaux à raison de 20 % du coût, le solde étant pris en charge par la Région wallonne. Les études techniques qui débiteront prochainement permettront à l'AFR d'identifier et réserver les terrains nécessaires à la réalisation des travaux.



*Les étangs
Liévin, avant
aménagement
et après travaux.*



■ Assainir et aménager une zone naturelle et de loisirs « eau-nature »

REBECQ : TRANSFORMER UN DÉPOTOIR EN ZONE ATTRACTIVE : CAS DES ÉTANGS LIÉVIN

Des étangs de pêche privés, laissés à l'abandon, ne semblaient plus accessibles qu'aux délinquants environnementaux, à en juger par les pneus, électroménagers déposés ça et là, les contenants douteux de fûts et immondices diverses qu'on y trouvait.

Les responsables du *Plan communal de développement de la nature* (PCDN) de la commune de Rebecq avaient relevé cet endroit, inscrivant son aménagement parmi leurs projets prioritaires.

Ce site, inclus dans un périmètre d'aménagement foncier, a fait l'objet d'études et de travaux visant à une réhabilitation complète : dépollution des lieux, épuration des eaux usées des riverains par la création de trois lagunes, renforcement des berges, abattage des arbres fragilisés ou malades ; les deux étangs ont été convertis en étang de pêche et en étang naturel, équipé d'un observatoire pour oiseaux.

Le site a été replanté en essences indigènes, comprenant notamment un verger d'anciennes variétés, tandis qu'en collaboration avec l'agriculteur voisin, des méthodes agroenvironnementales ont été mises en place, de manière à accentuer encore la plus-value environnementale des lieux.

Actuellement propriété de la commune, le site est ouvert à tous. Sa visite fait partie des activités pédagogiques des écoles de la région. On y organise des initiations à la pêche pour les enfants

et, lors d'excursions de la *Ligue Royale belge pour la protection des oiseaux*, on y a recensé plus de vingt et une espèces.

Grâce à l'aménagement foncier rural, cet égout à ciel ouvert est devenu un lieu incontournable à Rebecq.

■ Protéger les berges et recréer des couloirs écologiques

ENGHIEN : DÉVELOPPER LA BIODIVERSITÉ

L'étude d'incidence préalable aux opérations d'aménagement rural a mis en évidence le rôle que devraient jouer les cours d'eau, afin de relier deux vastes et riches zones naturelles que sont le bois d'Enghien et le parc du château d'Enghien.

Une étude complémentaire a été donc initiée, en collaboration avec un groupement de naturalistes *Les Amitiés Marcquoises*, en vue de développer ces couloirs écologiques grâce à la création de mares, au développement de méandres, à la plantation de végétation rivulaire et à l'aménagement de prairies humides.

A la demande du Département de la Nature et des Forêts, des terrains ont été acquis par la Région wallonne. Ils permettront, grâce à la mobilité foncière, d'agrandir la réserve naturelle de Ternat, située le long de La Marcq.

Enfin, les projets du PCDN d'Enghien ont été examinés. Ils seront largement intégrés dans le schéma des travaux d'aménagement des sites à réaliser.

On constate donc que l'aménagement foncier renforce le maillage écologique et constitue à ce jour un partenaire pour le PCDN et les associations environnementalistes.

On constate que les régions ou pays voisins sont loin d'abandonner la politique d'aménagement foncier. Il se dégage toutefois une tendance commune d'évolution vers une conception plus globale de l'aménagement foncier en tant qu'instrument d'aménagement du territoire. La prise en compte de l'environnement devient un objectif prioritaire faisant partie intégrante du projet.

En Flandre

Le besoin de valoriser, dans le cadre de l'aménagement foncier, d'autres intérêts que purement agricoles, tels que l'aménagement et la conservation des sites, la conservation de la nature et la récréation, s'est rapidement manifesté en Flandre.

Pour que d'autres mesures d'aménagement soient rendues possibles, le législateur a introduit différentes nouveautés afin d'améliorer la loi de 1970 :

- composition élargie du *Comité d'aménagement foncier* (tous les intérêts concernés sont ainsi représentés) ;
- institution d'une commission de coordination ;
- possibilité de prélever une partie des terres à des fins d'aménagement rural, moyennant compensation financière à charge des pouvoirs publics ;
- extension du droit de préemption à des fins d'aménagement rural ;
- établissement d'un plan de paysage.

Ce n'est qu'à partir de 1990 que ces dispositions particulières ont été appliquées sur le terrain et que l'on a vu apparaître ces « aménagements fonciers nouveau style » qui permettent d'intégrer parfaitement les politiques de développement durable et la protection de la nature.

En France

Depuis 1985, la « loi sur l'aménagement foncier agricole ou forestier » affirme sa volonté de réaliser un aménagement global de l'espace communal, tout en continuant d'assurer la mise en valeur et l'amélioration des conditions d'exploitation des propriétés agricoles ou forestières.

Les mesures prises pour la protection de la nature imposent la présence d'une personne qualifiée en la matière dans la commission qui accompagne le remembrement et l'obligation d'une étude d'impact sur l'environnement.

Des remembrements sont spécialement initiés afin de répondre aux problèmes d'érosion et de coulées boueuses.

Les Sociétés d'Aménagement foncier et d'établissement rural, les SAFER, ont été créées au début des années '60. Elles se chargent d'acheter des biens ruraux, puis de les revendre afin de favoriser des projets agricoles ou autres dans le respect de l'aménagement durable et équilibré de l'espace rural.

Elles développent des projets en faveur de l'environnement, des paysages, des ressources naturelles (protection des captages d'eau, d'espaces agricoles naturels, de zones *Natura 2000*, ...).

Elles accompagnent les collectivités dans leurs projets fonciers.

Elles disposent d'un droit de préemption sur les ventes.

Le *Grenelle de l'Environnement* a, en 2007, proposé l'idée d'instituer une nouvelle forme d'aménagement foncier qui réparerait les dégâts liés à l'appauvrissement des biotopes, dit « remembrement environnemental » ou « remembrement écologique ».

Aux Pays-Bas

La loi relative à l'aménagement rural a été mise en place pour répondre à quatre objectifs prioritaires :

- l'amélioration des structures agricoles : supprimer ou diminuer les disparités régionales en matière de revenus et améliorer les conditions d'exploitation ;
- la contribution à l'aménagement du territoire rural : contribuer à l'aménagement des zones périurbaines et assurer le maintien des zones tampons ;
- le développement des valeurs naturelles et paysagères : améliorer la qualité des paysages, conserver et mettre en valeur des sites naturels et des paysages de grande valeur tout en créant des conditions efficaces pour leur gestion ;
- l'amélioration des conditions de vie et d'habitat en milieu rural : assurer une desserte efficace et sûre et créer des espaces de loisirs.

En Allemagne

En Allemagne, on considère que le développement agricole est achevé et qu'il faut réfléchir aux autres utilisations de l'espace rural. L'aménagement foncier rural est plutôt utilisé comme un instrument d'aménagement du territoire qui doit concilier les domaines suivants :

- l'agriculture : développement rationnel et soutien des programmes européens ;
- la protection de la nature et la conservation des paysages : garantir la conservation des éléments existants et établir des plans et des programmes pour développer des zones de protection du paysage et naturelles ;
- les voies de communication : assurer l'intégration dans l'espace rural des grandes voies de communication ;
- la construction : prendre en charge le développement des zones constructibles intégrées au périmètre d'aménagement foncier ;
- le renouvellement des villages : améliorer les conditions économiques et le cadre de vie dans les villages.



Plus d'informations

Département de la Ruralité et des Cours d'eau, DGARNE

Direction de l'Aménagement foncier rural

14, chée de Louvain – 5000 Namur

Francy Debled, Directeur

T. : 081 / 64.96.34

@ : francy.debled@spw.wallonie.be

Jacques Stevenne

T. : 081 / 64.96.47

@ : jacques.stevenne@spw.wallonie.be

Vincent Godeaux

T. : 081 / 64.96.28

@ : vincent.godeaux@spw.wallonie.be

39, chée de Liège – 4500 Huy

Frédéric Robinet

T. : 085 / 27.34.50

@ : frederic.robinet@spw.wallonie.be

28, bvd Winston Churchill – 7000 Mons

Eric Meganck, Jean-Christophe Lecomte

T. : 065 / 40.01.11

@ : eric.meganck@spw.wallonie.be

@ : jeanchristophe.lecomte@spw.wallonie.be



**Edition 2009 du
rapport annuel
de l'évolution de
l'économie agricole
et horticole de la
Région wallonne.**

Publication et analyse des données économiques 2007-2008

Cet ouvrage est maintenant disponible à la
bibliothèque de l'îlot Saint-Luc (D GARNE)
Envoi sur demande au T. : 081 / 64.94.12 ou à
l'adresse daniel.lanteir@spw.wallonie.be

Juin 2009 et les produits phytopharmaceutiques :

Quels changements, quelles conséquences en Région wallonne ?

24

Le 13 janvier 2009, le Parlement européen a voté, en seconde lecture, un règlement relatif à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et une directive cadre relative à l'utilisation de ces derniers. Le Conseil devrait confirmer ce vote en juin prochain. Ces deux textes auront un impact sur l'agrément et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans l'ensemble de l'Union européenne.

Un nouveau règlement

Ce nouveau règlement remplacera la directive 91/414/CEE qui régle actuellement la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques au niveau européen. Il prévoit notamment un renforcement des critères d'agrément, l'application du principe de substitution ainsi que l'agrément des produits par zone géographique.

Renforcement des critères d'agrément

Actuellement, pour pouvoir être intégrée à un produit phytopharmaceutique, une substance active doit être inscrite à l'annexe I (liste positive) de la directive 91/414/CEE.

Le nouveau règlement prévoit un renforcement des critères d'agrément permettant l'inscription des substances actives sur cette liste positive. Ainsi, les substances actives les plus dangereuses pour la santé humaine (généotoxiques, cancérogènes ou encore toxiques pour la reproduction) ne pourront plus être intégrées dans les produits phytopharmaceutiques.

Ce renforcement des critères d'agrément risque d'entraîner le retrait du marché des produits contenant les substances actives incriminées. Il serait néanmoins hasardeux de vouloir évaluer dès à présent quel en sera l'impact exact sur la disponibilité des substances actives actuellement sur le marché. Certains critères doivent

encore être définis précisément par l'*European Food Safety Authority*, (EFSA) dans un délai de 18 mois à 4 ans. En outre, les substances actives actuellement inscrites à l'annexe I de la directive 91/414/CEE qui seraient concernées par ces nouveaux critères resteront sur le marché jusqu'à expiration de leur agrément (période de dix ans après la date d'inclusion à l'annexe I). Il ne faut donc pas s'attendre à un retrait direct et massif de produits phytopharmaceutiques du marché belge. Cela permettra aux utilisateurs d'adapter leurs pratiques dans un délai raisonnable.

Principe de substitution

Dans la mesure où cela ne présente pas de désavantage économique ou pratique, lorsque deux substances actives sont agréées pour un même usage sur une même culture, le nouveau règlement prévoit l'application du principe de substitution. En d'autres termes, seule la substance active la moins risquée sera agréée.

Agrément par zone

L'agrément des produits phytopharmaceutiques se fera par zone suivant le principe de la reconnaissance mutuelle. Lorsqu'un produit sera agréé dans un pays d'une zone, il pourra plus facilement être agréé dans un autre pays de la même zone. Si elles considèrent qu'il y a un risque lié à l'utilisation du produit, les autorités compétentes de chaque Etat membre garde-



Photo : SPW - J.L. Carpentier - 5292

ront la possibilité de refuser une agréation. L'Europe sera divisée en trois grandes zones d'agréation :

- zone nord : Danemark, Estonie, Lettonie, Finlande, Suède, Lituanie ;
- zone centre : Belgique, République Tchèque, Allemagne, Irlande, Luxembourg, Hongrie, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Grande-Bretagne ;
- zone sud : Bulgarie, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Malte, Portugal.

Il sera également possible d'appliquer le principe de reconnaissance mutuelle entre deux pays de zones différentes pour autant que l'autorisation ne soit pas utilisée à des fins de reconnaissance mutuelle dans un autre Etat membre au sein de la même zone.

En ce qui concerne les produits utilisés sous serres, en traitements de post-récolte ou en traitements de semences, la reconnaissance mutuelle pourra être appliquée sans tenir compte des zones.

Une nouvelle directive cadre

Jusqu'à présent, chaque Etat membre dispose de sa propre législation en ce qui concerne les modalités de mise en œuvre des produits phytopharmaceutiques. La nouvelle directive a pour objectif d'harmoniser ces différentes législations.

Changements attendus et conséquences en Région wallonne

La directive cadre prévoit une série de changements quant aux modalités de mise en œuvre des produits phytopharmaceutiques. D'ici 2012, elle sera transposée dans les législations belge et wallonne. Selon toute vraisemblance, cette directive cadre devrait avoir un impact limité pour les agriculteurs wallons.

De manière générale, au niveau européen, elle prévoit les changements suivants:

- un contrôle technique obligatoire de l'ensemble des pulvérisateurs à usage professionnel. Ce contrôle est déjà d'application en Belgique depuis 1995,
- la mise en place de plans d'actions nationaux ayant pour but de réduire les risques liés aux utilisations de produits phytopharmaceutiques. Depuis 2005, les autorités fédérales mettent en place un programme de réduction des pesticides et des biocides. Ce programme sera adapté aux nouvelles exigences européennes par la mise en place dès 2012, du *Nationaal Actie-Plan d'Action nationale*, le NAPAN,
- une obligation de formation et un renforcement de la formation pour les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques. Dans le cadre du programme de réduction des pesticides et des biocides, d'ici

2010-2011, toute personne voulant utiliser des produits phytopharmaceutiques à usage professionnel devra disposer d'un certificat de lutte phytosanitaire,

- l'obligation de tenir un registre de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Cette mesure est déjà imposée au niveau belge par l'arrêté relatif à l'autocontrôle. Cet aspect fait également partie des principes de la conditionnalité des droits au paiement unique (DPU),
- une interdiction de recourir à la pulvérisation aérienne des cultures. Cette décision n'aura pas d'impact sur les pratiques agricoles wallonnes,
- l'obligation de prendre des mesures adéquates pour préserver la ressource en eau. Cela se traduira par le respect d'une zone tampon par rapport aux plans d'eau, la mise en place de zones de préventions de captage,... Actuellement, la Région wallonne met déjà en place, via le *Code de l'eau*, des zones de prévention de captage qui permettent de limiter la contamination des eaux potabilisables,
- l'interdiction de traiter les espaces publics et l'obligation de limiter l'utilisation de produits phytopharmaceutiques dans les espaces fréquentés par des populations vulnérables (enfants, femmes enceintes, personnes âgées, ...). En Région wallonne, l'utilisation d'herbicides est interdite sur l'espace public depuis 1984 (sauf dans les allées de cimetières, à moins d'un mètre d'une voie de chemin de fer ou sur les espaces pavés et recouverts de graviers).

JEAN MAROT,
COMITÉ RÉGIONAL PHYTO

Plus d'informations

Comité régional Phyto
1/3, Croix du sud
1348 Louvain-la-Neuve
@ : Jean Marot
<http://crphyto.be>



Alouette lulu

Démarré en janvier 2006, ce projet se déroule dans les camps militaires d'Elsenborn, Lagland (Arlon) et Marche-en-Famenne. Il vise à restaurer et protéger l'importante biodiversité de ces domaines militaires, sans remettre en cause leur usage opérationnel. Dans ce contexte, des partenariats sont noués avec le monde agricole afin de gérer une partie des zones restaurées par le pâturage ou par la fauche

Les agriculteurs et la Défense pour gérer la biodiversité des domaines militaires !

Natura 2000 et Life

Natura 2000 est un réseau européen de sites comprenant des milieux naturels qui abritent des espèces végétales et animales menacées. Ce réseau doit permettre à ces espèces de se nourrir, de croître, de se reproduire, de migrer, ... dans des habitats essentiels à leurs besoins. En Wallonie, le réseau Natura 2000 s'étend sur plus de 220.000 ha, parmi lesquels on compte près de 8.000 ha de domaines militaires (Elsenborn, Lagland et Marche-en-Famenne).

Au sein du réseau Natura 2000, les activités humaines restent autorisées pour autant qu'elles ne compromettent pas la conservation des habitats et des espèces présentes.

Life est l'instrument financier de l'Union européenne dédié à l'environnement. Depuis 1992, grâce à cet outil, des projets de protection de l'environnement et de la nature sont cofinancés à l'intérieur du réseau Natura 2000.



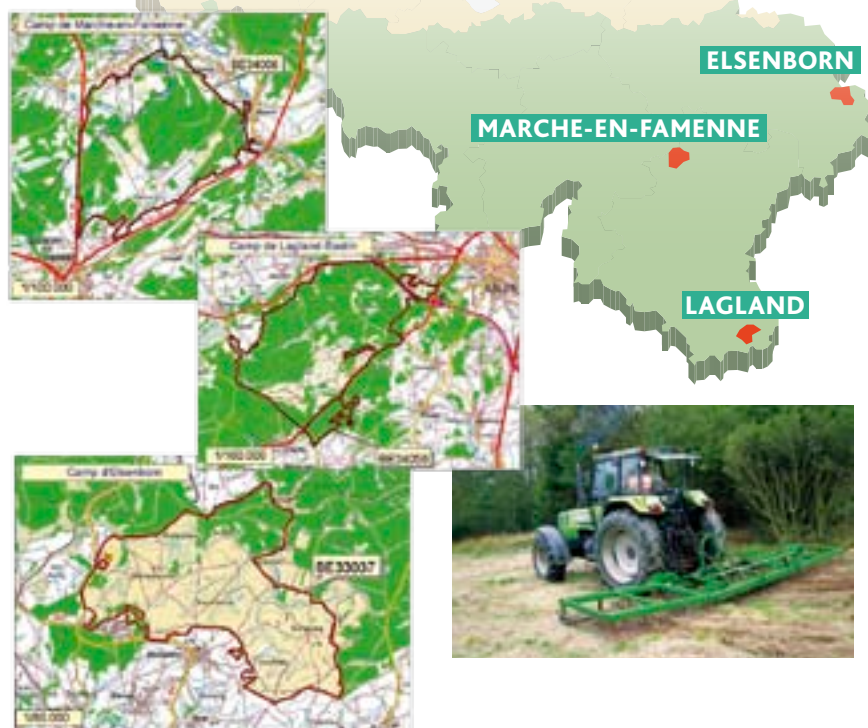
Pic noir.

Lyceana
dispar
Landbruch.

Paysage de landes, Elsenborn.

Photos : Projet Life Camps militaires

Localisation des trois camps



Depuis plusieurs décennies, les scientifiques et les naturalistes qui ont eu l'opportunité d'étudier les espèces animales et végétales présentes dans les trois domaines militaires d'Elsenborn, Lagland, et Marche-en-Famenne (ci-après appelés « domaines militaires ») ont mis en évidence leur intérêt écologique de premier plan. La présence d'habitats communautaires et d'espèces menacées a conduit à l'intégration de 7.937 ha de ces domaines militaires au sein du *réseau européen Natura 2000*. Mené sous la responsabilité de la DGARNE, le *projet Life Camps militaires* s'appuie sur un partenariat entre la Défense et les associations de conservation de la nature *Natagora-RNOB* et *Ardenne & Gaume*.

Des situations particulières

Le domaine d'**Elsenborn** compte des landes sèches à bruyère et des landes humides et, du fait de son altitude élevée (540 à 640 m), de nombreuses prairies submontagnardes, telles les nardaies à fenouil. Ce camp, créé en 1893, est un véritable conservatoire des typiques paysages des XVIII^e et XIX^e siècles modelés par les pratiques agropastorales. Il abrite une faune et une flore des plus remarquables, « riche » de nombreuses espèces

devenues rares, voire menacées de disparition à l'échelle de la Belgique : tarier des prés, arnica, fenouil des alpes, ...

À **Lagland**, le camp est caractérisé par un substrat de sables podzoliques couverts d'une mosaïque de landes sèches ou humides (tourbières) évoluant vers la chênaie-hêtraie. On y retrouve de nombreuses espèces animales de grand intérêt : engoulevent, alouette lulu, lézard des souches, crapaud calamite, ...

Le camp de **Marche-en-Famenne**, sur substrat schisteux, se partage entre une vieille chênaie, une forêt alluviale et d'anciennes prairies fauchées ou pâturées. Suite à la création du camp dans les années '70, ces prairies ont été laissées à l'abandon et furent colonisées par des ligneux. Ce domaine abrite une avifaune particulièrement intéressante : pie-grièche écorcheur, pie grièche grise, tarier pâle et même parfois râle des genêts !

Un usage multifonctionnel des camps

Les domaines militaires étant intégralement propriété de l'État belge et très peu soumis aux enjeux économiques, le *projet Life* bénéficie d'un contexte favorable à la mise en œuvre d'actions de conservation de la biodiversité. Qui plus est, les activi-

agrinature

tés militaires sont relativement circonscrites et peu intensives à l'échelle de l'ensemble des domaines. Les autres usages des camps sont essentiellement cynégétiques, forestiers et, plus occasionnellement, récréatifs (camps scouts, marche ADEPS, randonnées, ...).

Grâce à leur superficie, leurs richesses naturelles et la diversité des habitats naturels présents, les terrains d'entraînement militaires constituent des éléments essentiels du *réseau Natura 2000* de Wallonie. La limitation d'accès, la non utilisation d'engrais et de pesticides et les méthodes de gestion pratiquées depuis longtemps par les militaires ont permis le maintien d'habitats naturels en régression dans le domaine civil. Excepté dans le camp Roi

ELSENBORN

Tourbière.



Prairie à fenouil.



Arnica.



LAGLAND



Crapaud calamite.



Lande.



Albert à Marche-en-Famenne où, depuis plusieurs années, 280 ha font l'objet de « droits de pacage » à des agriculteurs, il n'y avait aucune activité agricole dans ces trois domaines avant le démarrage du *projet Life*.

La reforestation naturelle, menace principale pour certains habitats

Au cours des dernières décennies, la diminution progressive des activités militaires dans les camps a entraîné une recolonisation ligueuse des zones ouvertes. Ce retour à l'état forestier menace peu à peu de disparition toute une série de milieux particulièrement intéressants tant du point de vue de la biodiversité que du point de vue paysager. Les principales actions de restauration conduites dans le cadre du *projet Life* visent à la réouverture des milieux naturels. Un budget important est consacré aux déboisements de massifs forestiers, de buissons, de bosquets et de semis d'épicéas qui colonisent progressivement des hêtraies. Par ailleurs, une série d'actions plus spécifiquement liées aux milieux humides sont mises en œuvre, notamment le bouchage

MARCHE-EN-FAMENNE



Prairie fleurie.



Pie-grièche écorcheur.

Pie-grièche grise.



de drains, le creusement de mares et la restauration de tourbières.

Enfin, l'étrépage (enlèvement de l'horizon humifère du sol sur 5 à 15 cm afin de favoriser la repousse de certaines espèces) permet de restaurer des surfaces substantielles (26 ha) de landes sèches du camp d'Elsenborn. Ces différents travaux sont réalisés en sous-traitance par des entrepreneurs privés. Pour des raisons sécuritaires évidentes, ils doivent être exécutés en périodes de non tirs.

En matière de sensibilisation, l'équipe du *projet Life* organise des actions d'information-formation au patrimoine naturel des camps et à sa sauvegarde à destination des militaires et du public.

Des agriculteurs partenaires du projet

La question de la gestion future des zones restaurées s'est posée dès l'élaboration du projet. En effet, à quoi bon réaliser des débroussaillages et autres réouvertures de milieux si quelques années plus tard tout est à recommencer...

L'option retenue favorise le partenariat

avec les agriculteurs. Les modalités de gestion sont définies en fonction :

- des caractéristiques des espèces et des habitats naturels présents,
- des contraintes d'accès au camp inhérentes à la sécurité et
- de critères agronomiques (pertinence, présence de cheptel, adéquation avec les règles d'éligibilité, les normes de conditionnalité et les cahiers de charge des méthodes agroenvironnementales).

À **Elsenborn**, les zones de nardaies restaurées sont fauchées par cinq agriculteurs voisins du camp. De cette exploitation, ils tirent un foin « pauvre ». Ils peuvent en outre bénéficier de la méthode agroenvironnementale 8 – prairie de haute valeur biologique (MAE).

À **Lagland**, plus de 60 ha de zones restaurées sont clôturés et mis à disposition d'éleveurs qui font pâturer soit leurs propres bêtes, notamment des bovins de race *Angus*, soit les ovins *Est à laine Mérinos* achetés par le projet.

À **Marche-en-Famenne**, ce sont près de 295 ha qui doivent être gérés par pâturage ovin et par fauche. Un berger assure actuellement la gestion du troupeau de



Un déboisement manuel est parfois nécessaire.



Colonisation progressive des prairies du camp Roi Albert par les ligneux.



Opération d'étrépage des sols pour la réinstallation des espèces d'origine.

200 brebis acquis par le projet. Il vend les agneaux mâles et s'est engagé dans le programme agroenvironnemental (MAE 8 notamment). Les moutons sont des *Ardennais roux*, une race locale menacée particulièrement rustique et adaptée aux conditions de pâturage extensives. Ils seront bientôt hébergés dans une bergerie de 800m² installée dans le camp et financée par le projet.

Dans ces domaines militaires, une bonne partie des terrains gérés bénéficient d'une convention dite « de jouissance limitée, à titre gratuit », signée avec la DGARNE, tandis que cette dernière est habilitée à gérer ces zones via une autorisation domaniale délivrée par la Défense nationale.

En guise de conclusion

Si l'objectif de réduction de la perte de biodiversité pour 2010, fixé dans l'agenda international, coïncide avec la fin du projet... Malheureusement, le constat est clair : il est impossible d'isoler les trois domaines militaires inclus dans le réseau *Natura 2000*, du contexte global. La perte de biodiversité, malgré le haut potentiel écologique et le contexte socio-économique favorables



Bouchage de drains pour la restauration des milieux humides.



Les moutons à la rescousse des milieux ouverts : ici, saule écorcé.

des domaines militaires, se fait également ressentir au sein des camps. L'exemple du damier de la succise (*Euphydryas aurinia*), introuvable depuis deux ans dans le camp de Marche-en-Famenne est emblématique de cette situation.

Même si des « noyaux de biodiversité » importants subsistent dans les périmètres du projet et sont renforcés suite aux différents travaux de restauration menés, il n'en demeure pas moins impératif de recréer ou d'améliorer le réseau écologique global de la région afin que les camps ne deviennent pas des « musées vivants », mais soient les moteurs d'une reconquête de la biodiversité.

L'intégration des agriculteurs dans la démarche atteste – si besoin en était encore – du rôle important que ceux-ci jouent dans la conservation de la biodiversité. Malgré les contraintes d'accès aux camps, des solutions ont été trouvées pour concilier pratiques agricoles extensives et usage militaire... au service de la nature.

HERVÉ PIRARD,
COORDINATEUR DU *LIFE NATURA 2000*
ET MARC THIRION,
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Plus d'informations

Projet Life Camps militaires

Hervé Pirard,
Coordinateur *Life Natura 2000*
T. : 084 / 24.66.20
@ : herve.pirard@mil.be

Département de la Ruralité et des Cours d'eau, DGARNE Direction du Développement rural

Marc Thirion
Ilot Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.96.62
@ : marc.colette.thirion@spw.wallonie.be

Département de la Nature et des Forêts, DGARNE Direction de la Nature

Sandrine Liégeois
T. : 081 / 33.58.87
@ : sandrine.liegeois@spw.wallonie.be

Département de l'Etude du milieu naturel et agricole, DGARNE

Annick Terneus
T. : 081 / 62.04.27
@ : annick.terneus@spw.wallonie.be

Défense nationale

Commandant Henrottin
T. : 04 / 220.83.08
@ : pierre-jean.henrottin@mil.be

Accroître la transparence du marché de la viande



Le classement des carcasses bovines et porcines dans les abattoirs wallons est réalisé sous le contrôle de la *Cellule wallonne de Contrôle – Classement des Carcasses (CW3C)*, créée au sein du département des Sciences des denrées alimentaires de la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège.

Outre le contrôle du classement des carcasses, la **Région wallonne a chargé la CW3C d'assurer la gestion des résultats du classement des carcasses** et de mettre ces derniers **à la disposition des producteurs wallons** via un site internet spécifique (www.cw3c.be). Pour mener à bien cette nouvelle mission, un budget exceptionnel de **190.923 € a été débloqué**. La **Région wallonne entend ainsi faire un pas supplémentaire** dans le sens d'une **transparence totale du marché de la viande**. Lors du lancement de la plate-forme agriculteurs – consommateurs, la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement s'était engagée à utiliser tous les leviers dont elle disposait au niveau régional afin d'identifier les **marges bénéficiaires** de chaque acteur de la filière.

Par ailleurs, cette mise à disposition permet aussi d'évaluer la qualité des carcasses. Que ce soit au niveau de la génétique, de l'alimentation ou d'autres paramètres, il s'agit d'un outil qui permet aux éleveurs d'**améliorer la rentabilité de leur cheptel**.

Tout responsable *Sanitel* d'un troupeau situé en Région wallonne peut, en se rendant sur ce site, compléter et envoyer un formulaire d'inscription. Il recevra en retour un nom d'utilisateur et un mot de

passer qui lui donneront accès, sur le site, aux résultats du classement des carcasses issues de son troupeau.

Les producteurs qui n'ont pas d'accès au réseau Internet peuvent contacter la CW3C par téléphone (04 / 366.45.73) et demander un envoi des résultats par fax ou par courrier.

En moins de deux mois, près de cent cinquante producteurs ont obtenu leur nom d'utilisateur et mot de passe et peuvent dès lors avoir accès aux données relatives aux résultats du classement des carcasses issues de leur troupeau.

Par ailleurs, des contacts ont été pris avec la Flandre pour que la transparence d'application en Région wallonne, puisse l'être à l'échelle belge, au profit de tous les producteurs, flamands et wallons.

Rendre ces données disponibles pour les éleveurs **est essentiel pour la transparence du marché** et constitue un **indicateur technique majeur pour la valorisation de la production issue de l'élevage**.

BERTRAND MOINET

Plus d'informations

Cellule wallonne de Contrôle – Classement des carcasses

Pr Antoine Clinquart, Directeur
Faculté de Médecine vétérinaire, ULg
Département des Sciences
des denrées alimentaires,
Secteur Technologie des denrées
alimentaires

Sart-Tilman, bât. B43bis – 4000 Liège
T. : 04 / 366.45.73
<http://www.CW3C.be>

Qu'est-ce qu'un Contrat de Rivière ?

Comme on le sait, un *Contrat de rivière* consiste à rassembler autour d'une même table tous les acteurs concernés par l'eau d'un bassin hydrographique. Ces acteurs sont les administrations, les associations, les scientifiques, les pêcheurs, les agriculteurs, les amoureux de la nature, etc. Les *Contrats de rivière* s'inscrivent dans les objectifs de la *directive cadre Eau*, qui a fait l'objet d'une transposition en Région wallonne en *Code de l'Eau*. La directive européenne impose aux Etats membres plusieurs objectifs :

1. parvenir à un bon état des eaux de surface ;
2. obtenir un bon potentiel écologique et un bon état chimique des masses d'eau artificielles et fortement modifiées ;
3. obtenir un bon état des eaux souterraines ;
4. assurer le respect de toutes les normes et de tous les objectifs établis pour les zones protégées.

Le *Contrat de rivière* participe donc à l'atteinte de ces différents objectifs.

Un Contrat de rivière pour la Senne et ses affluents ...

Depuis 2003, différentes communes et les Provinces du Brabant wallon et du Hainaut se sont rassemblées afin de mettre en place un *Contrat de rivière Senne et affluents*. En 2005, la *Cellule de Coordination* était créée pour mettre en place un programme d'actions de restauration, de protection et de valorisation des ressources en eau du sous-bassin de la Senne.

Cette cellule a dressé un **inventaire des dégradations et points positifs des cours d'eau**, réalisé par plus de cent volontaires. Les points relevés ont été à la base d'actions de remédiations initiées par les partenaires du *Contrat de rivière*.

Le premier programme d'actions a été signé en 2007 par tous ces partenaires. Il recense au total quatre cent-deux actions visant différents objectifs.

Les objectifs du 1^{er} programme sont :

- amélioration de la qualité des eaux de surface,
- amélioration de la qualité des eaux souterraines,
- sensibilisation et participation des citoyens au respect de l'eau,
- calorisation et protection du patrimoine naturel, paysager et touristique lié à l'eau,
- aménagement du territoire et inondations,
- mise en valeur d'une agriculture respectueuse de l'environnement,
- activités économiques et gestion de l'eau.

Le groupe de travail Agriculture

Dans le cadre de l'objectif *Mise en valeur d'une agriculture respectueuse de l'environnement* du programme d'actions, différents partenaires du *Contrat de rivière* concernés par l'agriculture et l'eau se sont réunis pour former dès janvier 2008 le groupe de travail *Agriculture*. Ensemble, les communes, provinces, fédérations agricoles et autres organismes liés à l'agriculture ont mis sur pied des soirées de rencontre des agriculteurs dans les communes sur différents thèmes concernant et l'agriculture et l'eau.

Une première réunion a eu lieu à la mi-2008 à Soignies pour les agriculteurs de Soignies et Silly, sur les thèmes de l'utilisation raisonnée des pesticides, de l'érosion hydrique, des coulées de boue ainsi que du piétinement des berges par le bétail.

Le trimestre suivant, à la suite des importants problèmes de coulées de boue qu'a connus Nivelles en été, le *groupe de travail Agriculture* a examiné tout particulièrement cette question des coulées



boueuses, de même que celle d'érosion hydrique, avec les communes de Nivelles, d'Ittre et de Braine-le-Château.

Début 2009, avec les agriculteurs d'Ecaussinnes et de Braine-le-Comte, les thèmes détaillés avaient été sélectionnés d'après les priorités locales : piétinement des cours d'eau par le bétail, érosion hydrique et aussi la matière de l'azote potentiellement lessivable, APL.

Suivant la philosophie du *Contrat de rivière*, le but de ces soirées est de permettre la rencontre entre différents acteurs, principalement les agriculteurs, les élus communaux et les différents organismes publics et privés liés à l'agriculture, de sorte que ceux-ci puissent établir des actions en faveur d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

Dans un prochain article, des précisions concernant tous ces thèmes vous seront apportées : un état des lieux, les actions et projets, les attentes par rapport aux usagers, ainsi que les perspectives.

CONTRAT DE RIVIÈRE SENNE

Plus d'informations

Contrat de rivière Senne

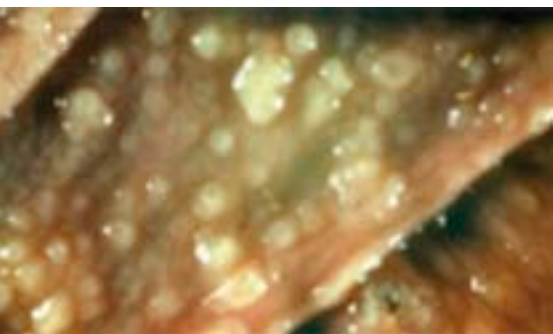
1, place Josse Goffin

1480 Clabecq

T. : 02 / 355.02.15

@ : info@crsenne.be

Dosage des pepsinogènes A et C dans les verminoses gastro-intestinales chez



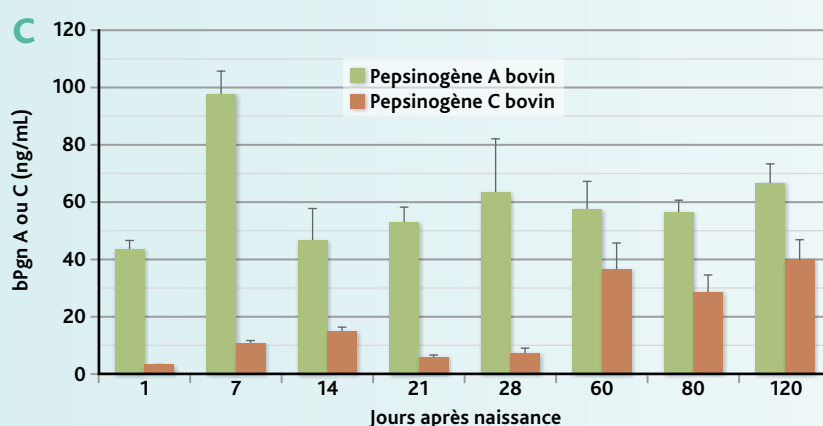
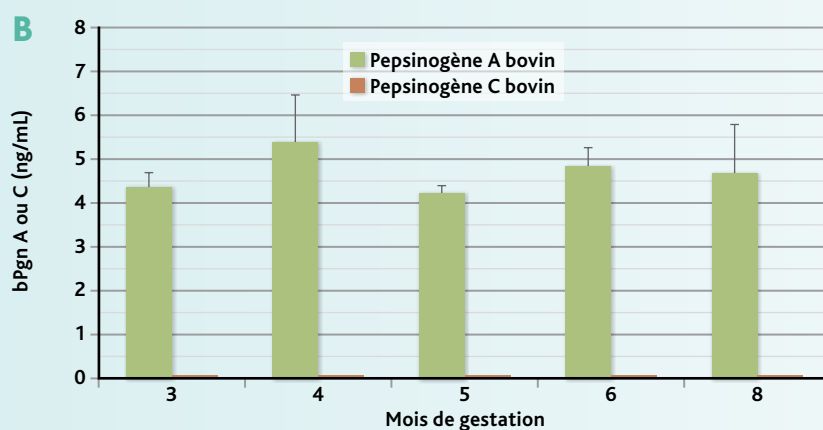
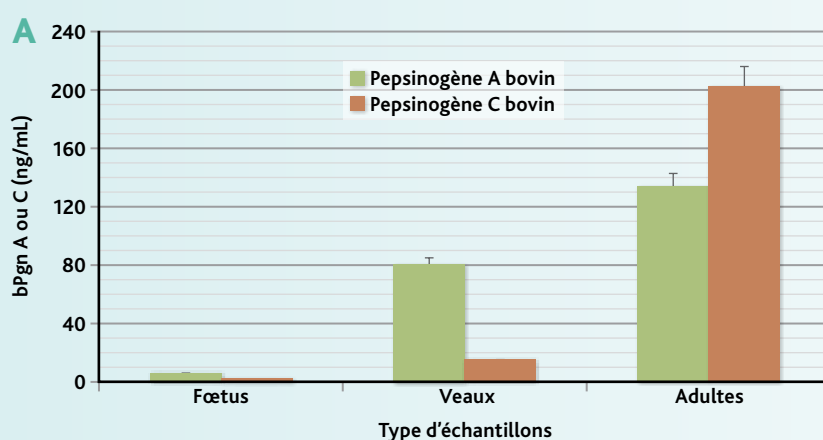
Lésions de la muqueuse de la caillette par Ostertagia. Source : www.gds18.org/parasitininfo/gbpe/para3027.html.

La muqueuse de l'estomac sécrète une série d'enzymes (chymosine, pepsine A, pepsine C) qui assurent la digestion des protéines alimentaires. Chacune de ces enzymes est sécrétée dans la lumière du tube digestif sous sa forme inactive et est alors appelée proenzyme ou zymogène. Les proenzymes gastriques sont connues sous les noms plus spécifiques de prochymosine et de pepsinogènes A et C. Le pepsinogène A est exclusivement sécrété par la muqueuse fundique alors que le pepsinogène C est sécrété par la muqueuse des zones fundique, pylorique et cardiale, voire par la partie basse de l'œsophage chez les oiseaux.

En principe, ces proenzymes ne devraient être libérées que dans la lumière de l'estomac. Cependant, des études réalisées dans les années cinquante ont démontré qu'une certaine proportion d'entre elles (en général très faible) se retrouve aussi dans le sang. Les proenzymes étant relativement stables dans la circulation périphérique, elles sont dès lors dosables quantitativement dans le sang comme le sont en général les hormones. Jusqu'aujourd'hui, la présence des pepsinogènes dans le sang n'a trouvé aucune justification finaliste. En d'autres termes, on ne leur connaît aucune fonction particulière, ... si ce n'est d'apporter un appui aux diagnostics des maladies se traduisant par une lésion de la muqueuse de l'estomac. Chez les humains, on pense

Concentrations de pepsinogènes A et C chez le bovin avant et après la naissance

Dès le 3^e mois de vie intra-utérine (A), le pepsinogène A est présent dans le sang du fœtus. La concentration augmente très sensiblement après la naissance (facteur 10) pour finalement se stabiliser aux environs de 120 ng/ml à l'âge adulte (B). Le pepsinogène C est absent avant la naissance, il augmente ensuite progressivement pour atteindre environ 200 ng à l'âge adulte (C).



le sang pour diagnostiquer le bovin

recherche

33

avant tout aux ulcères et aux cancers ; chez les ruminants, ce sont les verminoses gastro-intestinales, les ulcères ou encore le déplacement ou la torsion de caillette. C'est en 1965 qu'un chercheur scandinave a établi pour la première fois la relation entre les concentrations des pepsinogènes sanguins et le type d'infestation par le vers *Ostertagia* chez le bovin (photo p. précédente). Depuis lors, de nombreux chercheurs se sont intéressés à la question du dosage des pepsinogènes en relation avec les verminoses et, aujourd'hui, un dosage par une méthode biochimique (enzymatique) est réalisable en routine. Parallèlement aux travaux des parasitologues, les biochimistes ont également été très actifs dans l'étude des pepsinogènes, spécialement dans l'espèce humaine. C'est ainsi qu'en 1989, différents chercheurs ont développé des dosages séparés et spécifiques des pepsinogènes A et C humains. N'étant pas produits uniformément dans l'ensemble de l'estomac, les pepsinogènes A et C répondent de manière différente aux pathologies et leur dosage peut améliorer la précision du diagnostic. Durant ces dernières années, grâce au soutien financier de la DGARNE, une recherche scientifique a permis la purification des pepsinogènes A et C bovins ainsi que le développement de leurs dosages spécifiques.

Après validation de ces méthodes de dosage, on les a utilisées pour mesurer spécifiquement les concentrations des pepsinogènes sanguins chez les veaux (avant et après la naissance) et chez les adultes. Le pepsinogène A apparaît le premier, dès le 3^e mois de la vie intra-utérine. Chez le veau, jusqu'au sevrage, c'est cette forme qui prédomine. Le pepsinogène C n'apparaît qu'après la naissance ; ensuite il augmente progressivement jusqu'à l'âge adulte (voir encadré page précédente). L'évolution de ces concentrations est très intéressante car elle est en accord avec le changement de régime alimentaire chez les bovins. En effet, au départ le veau se

comporte comme un monogastrique, le lait arrivant directement dans la caillette où il est rapidement acidifié, coagulé, ... et digéré. Ensuite, le bovin devient progressivement polygastrique, c'est-à-dire que les aliments subissent d'abord une pré-digestion dans le rumen à pH alcalin. Par ailleurs, les chercheurs ont pu démontrer que le pH d'activation (pH du contenu stomacal auquel le pepsinogène se transforme rapidement en pepsine et acquiert toute sa capacité d'activité enzymatique pour assurer la dégradation des protéines) est différent pour les pepsinogènes A et C. Le pepsinogène C est activé dans des conditions moins acides, ce qui expliquerait ses plus hautes concentrations chez les ruminants adultes.

En pratique bovine, le dosage des pepsinogènes dans le sérum (ou plasma) sanguin prend toute son importance tenant compte du fait que le diagnostic de verminoses est souvent difficile à objectiver. En effet, l'élimination d'œufs des différentes espèces de parasites dans les matières fécales ne correspond pas fidèlement au niveau d'infestation. C'est pourquoi, les chercheurs utilisent actuellement la méthode biochimique du dosage des pepsinogènes totaux (A et C). Ce test est aujourd'hui disponible auprès de l'Arsia. Il apporte des informations très cohérentes lorsqu'il est appliqué aux jeunes bovins sortant de la première saison de pâture ; les valeurs sont relativement homogènes et les différences individuelles sont assez faibles. Ainsi le résultat du test reflète bien le niveau d'infestation.

Par ailleurs, chez les vaches en production, les variations individuelles du niveau des pepsinogènes totaux quantifiés par la méthode biochimique sont considérables, ce qui rend le diagnostic peu spécifique. Aujourd'hui, suite à la purification des pepsinogènes A et C, il est envisageable de les doser séparément afin de vérifier leurs valeurs diagnostiques respectives. Une autre alternative intéressante développée

par les parasitologues consiste dans la réalisation d'un test *Elisa* visant à mettre en évidence les anticorps formés en réaction à une infestation par *Ostertagia*. Ce test est réalisé actuellement sur le lait du tank par les laboratoires de l'Arsia ; il donne ainsi un aperçu du niveau d'infestation des animaux adultes de l'exploitation.

En résumé, le résultat de cette recherche montre l'intérêt des dosages spécifiques des deux formes de pepsinogènes chez les bovins. Il serait dès lors intéressant de les utiliser en routine dans le cadre des enquêtes épidémiologiques sur les infestations parasitaires en Belgique, via les laboratoires de l'Association régionale de Santé et d'Identification animale (ARSIA) et du *Dierengezondheidszorg Vlaanderen* (DGZ).

Pr JEAN-FRANÇOIS BECKERS,
FACULTÉ DE MÉDECINE VÉTÉRINAIRE, ULG

Plus d'informations

Département du Développement, DGARNE
Direction de la Recherche
Michel Dufrasne
Ilôt Saint-Luc
14, chaussée de Louvain – 5000 Namur
T. : 081 / 64.95.92
@ : michel.dufrasne@spw.wallonie.be

Dr. Vét. Guy CZAPLICKI
Cellule Céproporc § Cellule Centres de Crise
ARSIA asbl - Site de Loncin
40, avenue A. Deponthière – 4431 Loncin
T. : 04 / 239.95.00
@ : guy.czaplicki@arsia.be

Faculté de Médecine vétérinaire, ULg
Département des Sciences fonctionnelles
Pr J.-F. Beckers et N. Melo De Sousa
20, boulevard de Colonster – B41
4000 Liège (Sart-Tilman)
T. : 04 / 366.41.61
@ : jfbeckers@ulg.ac.be

Le BBB vers l'Horeca

34



S'il est une race qui fait notre fierté et qui fait des jaloux à l'étranger, c'est bel et bien le *Blanc Bleu Belge*.

Le *Blanc Bleu* doit son nom à la couleur de son poil. Dans la plupart des cas, le *Blanc Bleu* est en effet d'un blanc uni avec des tâches bleues brillantes. Son profil aisément reconnaissable avec sa petite tête et ses cuisses solides, lui par ailleurs a valu le surnom de culard.

Le *Blanc Bleu* est une race particulièrement viandeuse avec des rendements à l'abattage et à la découpe très élevés. Sa viande maigre et très tendre présente des fibres musculaires particulièrement fines. Cette viande offre une traçabilité tout au long de la chaîne et une qualité permanente.

Concours et publicité

L'Apaq-W en collaboration avec le *Vlam*, organise une action spéciale vers le secteur *Horeca* où quelques 15.000 contacts ont été pris. Cette initiative concerne également les viandes vendues sous les appellations *Meritus* et *Blanc Bleu Qualité Supérieure* (BBQS)

Le système repose également sur la participation des consommateurs qui ont

été invités à s'incrimer comme volontaires pour une dégustation gastronomique (les cinq cents premiers inscrits ont été sélectionnés).

Il ont été conviés à déguster des (excellents) morceaux de *Blanc Bleu belge* à nos frais, moyennant leur avis impartial et la réponse à quelques questions. Une deuxième étape complète le programme de cette démarche qui récompensera ensuite les restaurateurs qui inscriront le *Blanc Bleu* à leur carte de façon régulière et attractive. Un jury leur rendra visite et le gagnant recevra un prix d'une valeur de 15.000 € ! Les neuf lauréats suivants pourront eux recevoir un prix d'une valeur de 1.500 €.

Pour soutenir cette campagne dont le budget qui y est consacré par le *Vlam* et l'Apaq-W s'élève à 200.000 €, des reportages seront réalisés et diffusés à travers la presse gastronomique, sur des chaînes télévisées, etc.

Enfin, cette action était présentée à l'occasion du salon *Horecatel* qui se déroulait à Marche-en-Famenne du 8 au 12 mars 2009.

MARIE-CHRISTINE MARCHAND

Ferme en ville et JFO



La Ville s'Eveille
au Chant du Coq
reprend la route.

Elle se déroulera en 2009 avec des étapes dans des villes de Wallonie ainsi qu'à Bruxelles où elle offrira aux habitants des cités de Mons (18-20/4), Liège (14-17/5), Waterloo (11-13/9), Bruxelles (20/9) et Namur (23-24/10) l'opportunité de découvrir l'agriculteur et son métier en direct ! En partenariat avec la *Fédération des Jeunes Agriculteurs* et d'*Accueil Champêtre en Wallonie*, chaque ville hôte accueillera des animaux, des démonstrations agricoles, des parcours didactiques, des dégustations, des jeux agricoles... et des d'animations inédites !



Journées Fermes Ouvertes en Wallonie

Par ailleurs,
la 13^e édition
des *Journées
Fermes*

Ouvertes
se déroulera

les 20 et 21 juin à travers une soixantaine d'exploitations qui présenteront le visage d'une agriculture wallonne caractérisée par la qualité et la diversité de ses activités.

Durant ces deux journées en trois dimensions « *Découverte – Dégustation* », les fermes ouvertes proposeront au grand public de découvrir les multiples facettes de la profession : agricultures traditionnelle et bio ; élevages bovin, ovin, avicole, héliicole, apicole, asinien... cultures maraîchères, fruitières, viticoles...

Retrouvez toutes les infos sur
www.lavilleauchantducoq.be et
www.jfo.be

Pour plus d'informations

Apaq-W
2, rue Burniaux – 5100 Jambes
T. : 081/33.17.25

Brèves du livre

DANIEL LANTEIR, BIBLIOTHÉCAIRE

Ici, quelques ouvrages choisis parmi les acquisitions récentes de la bibliothèque.



Les bovins laitiers

(Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ), 2008, 1462p.)

Outil d'apprentissage pour les uns, outil d'actualisation des connaissances pour les autres, ce guide sur les bovins laitiers est un incontournable pour être au fait des différents aspects de la production laitière, connaître les avancées techniques, biologiques et de gestion dans ce secteur et trouver réponse à des préoccupations très actuelles en matière d'économie, d'agroenvironnement, d'alimentation, de santé, de logement, de traite, de reproduction, de génétique et de bien d'autres sujets.



Agroforesterie : des arbres et des cultures

(DUPRAZ C. & LIAGRE, F., Éditions France Agricole, Paris, 2008, 413p.)

Ce manuel, illustré de magnifiques photos, explore les multiples facettes de l'agroforesterie, association de cultures et d'arbres, qui permet de produire simultanément sur une même parcelle des produits de l'arbre (bois, fruits) et des productions agricoles. La première partie du livre explique le fonctionnement d'une parcelle agroforestière : arbres et cultures modifient mutuellement leurs environnements et s'adaptent les uns aux autres, dans un équilibre dynamique. La seconde partie répond aux questions techniques, de la plantation des arbres à leur récolte, du choix des cultures intercalaires à leur gestion quotidienne, car il y a mille agroforesteries possibles.



Agriculture naturelle

(POUSSET J., Éditions Agridécisions, Paris, Coll. Développement durable, 2008, 444p.)

Nourrir une population plus nombreuse, consommer moins d'énergie fossile, ne plus polluer : voilà le triple défi, apparemment insurmontable, auquel est confrontée l'agriculture mondiale. L'auteur propose de nous inspirer d'une observation attentive de la nature qui « sait » depuis bien longtemps « produire » de manière parfaitement durable. Il nous donne d'abord sa vision de la « responsabilité » de l'agriculteur puis résume les principes agronomiques de base auxquels il est attaché et les techniques culturales qui en découlent. Après s'être attardé sur la culture du blé et celle des plantes énergétiques, il n'oublie pas le petit domaine de l'amateur. Il poursuit par une étude sans concession sur la capacité nourricière, à l'échelle nationale puis planétaire, des techniques qu'il préconise. Il termine par une réflexion sur nos modes de vie et leurs implications sur la nature et l'agriculture.



Les clés des champs : L'agriculture en questions

(DORÉ, T., RÉCHAUCHÈRE, O. & SCHMIDELY P., Éditions Quae, Versailles, 2008, 191p.)

Agriculture biologique, sécurité alimentaire mondiale, avenir de la PAC, OGM, qualité des aliments, pollutions, dégradation du sol, biodiversité, changement climatique, agrocarburants, ... Les évolutions de l'agriculture et les enjeux auxquels elle doit répondre donnent matière à de nombreuses interrogations. Pour ceux qui ne sont pas spécialistes du domaine, il est cependant difficile de s'y retrouver dans la multitude des points de vue, parfois contradictoires, qui sont exprimés. Cet ouvrage n'a pas pour objectif d'apporter des réponses définitives aux questions que suscite l'agriculture mais de faire en sorte que chacun puisse se construire ses propres avis, sur la base des connaissances actuellement disponibles.

Plus d'informations

Bibliothèque de la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement
14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Accessible au public chaque jour ouvrable sur rendez-vous de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures (possibilité d'emprunt durant 15 jours).

T. : 081 / 64.94.12 – F. : 081 / 64.94.66

@ : daniel.lanteir@spw.wallonie.be

Editeur responsable :

Claude Delbeuck
14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Les Nouvelles du printemps

2^e trimestre 2009

Trimestriel édité par la direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement
Ilot Saint-Luc

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

T. : 081 / 64.94.11

@ : dga@mrw.wallonie.be

http://agriculture.wallonie.be

Comité de rédaction des Nouvelles :

Mmes Véronique Binet, Martine Leroux, Geneviève Minne et Anne-Françoise Piérard, MM Josi Flaba, Gaëtan Fripiat, Hervé Hulet, Daniel Lanteir, Jean-Luc Matthieu, Geoffroy Simonart, Jacques Stévenne, Ewald Teller, Jean-Claude Van Schingen.

Conception graphique et édition :

Twogether & Partners

Production et réalisation, coordination générale :

Anne-Françoise Piérard

Relecture : Véronique Renaux

Transposition en langue allemande :

Irmgard Drese (Amel)

Photo de couverture :

SPW – Jean-Louis Carpentier

Ont collaboré à cette 50^e édition :

Jean-François Beckers, Francly Debled, Etienne Gérard, Vincent Codeaux, André Gohy, Daniel Lanteir, Jean-Christophe Lecomte, Pierre Luxen, Jean Marot, Eric Meganck, Bertrand Moinet, Hervé Pirard, Frédéric Robinet, Jacques Stévenne, Jérôme Widar

Les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur

La ferme se fait belle pour vous recevoir!

JOURNÉES FERMES OUVERTES LES 20&21 JUIN.

